

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 933**11 septembre 2003****SOMMAIRE**

Arepo Sicav, Luxembourg	44764	Garmond S.A., Luxembourg	44762
B.N.S., Business Network System S.A., Luxembourg	44759	Highgrove Property, S.à r.l., Luxembourg	44746
BGL Finance Holding S.A., Luxembourg	44759	Holbart Holding S.A., Luxembourg	44737
Clarendon S.A., Luxembourg	44762	I.C.W. A.G., Wiltz	44752
Cynosure International (C.I.) S.A., Luxembourg	44773	Immogrim S.A.	44771
Cynosure International (C.I.) S.A., Luxembourg	44772	Immogrim S.A., Luxembourg	44771
Dièdre S.A., Luxembourg	44773	JMH Construction Chemicals Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	44777
Doremi S.A.H., Luxembourg	44781	JMH Construction Chemicals Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	44779
E Oppenheimer & Son (Luxembourg) Limited S.A., Luxembourg	44765	Lea S.A., Luxembourg	44756
E Oppenheimer & Son (Luxembourg) Limited S.A., Luxembourg	44767	LSF-KEB Capital, S.à r.l., Luxembourg	44767
European Appraisers, S.à r.l., Luxembourg	44755	LSF-KEB Capital, S.à r.l., Luxembourg	44768
European Appraisers, S.à r.l., Luxembourg	44755	Power Group Holding S.A., Luxembourg	44779
FIPARFIN, Financière de Participations Internationales S.A., Luxembourg	44769	SCF European Participations I S.A., Luxembourg	44776
FIPARFIN, Financière de Participations Internationales S.A., Luxembourg	44771	Sixton Holding S.A., Luxembourg	44768
Fuusswiss S.C.I., Heiderscheid	44738	Tamiro, S.à r.l., Luxembourg	44739
Garmond S.A., Luxembourg	44760	Tobago Investment Holding S.A., Luxembourg	44780
		Tobago Investment Holding S.A., Luxembourg	44781
		Villages du Monde S.A., Luxembourg	44752

HOLBART HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 4.952.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 26 juillet 2002**Conseil d'Administration*

Madame Paulette Huyghebaert, demeurant à B-1981 Zemst-Hofstade (Belgique), Tervuursesteenweg n° 452, ayant été révoquée de ses fonctions d'administrateur, l'assemblée a décidé de nommer en remplacement Monsieur Georges Eloire, demeurant à B-6200 Châtelet (Belgique), rue Saint Roch n° 12.

Le mandat de l'administrateur nouvellement nommé prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de 2004.

Luxembourg, le 26 juillet 2002.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 2003, réf. LSO-AH02256. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(049111.3/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

FUUSSWISS S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-9156 Heiderscheid, 4, Fuussekaul.

R. C. Diekirch E134.

STATUTS

L'an deux mille trois, le premier août.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

Ont comparu:

1.- Monsieur Henri Brack, indépendant, né à Luxembourg, le 30 octobre 1961, demeurant à L-9157 Heiderscheid, 15, Duerfstrooss.

2.- Madame Michèle Mersch-Brack, indépendante, née à Luxembourg, le 8 mars 1959, épouse de Monsieur Arsène Mersch, demeurant à L-5761 Hassel, 9, rue de l'Eglise.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter les statuts d'une société civile immobilière qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société civile immobilière régie par la loi de 1915 sur les sociétés commerciales et civiles, telle qu'elle a été modifiée par les lois subséquentes, et par les articles 1832 et suivants du code civil.

Art. 2. La société a pour objet l'achat, la vente, la location, la mise en valeur et la gestion d'un ou de plusieurs immeubles tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

Art. 3. La dénomination de la société est FUUSSWISS S.C.I.

Art. 4. Le siège social est établi à Heiderscheid.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché sur simple décision de l'assemblée générale.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Elle pourra être dissoute par décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros (10.000,- EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent euros (100,- EUR) chacune.

En raison de leurs apports, il est attribué:

à 1.- Monsieur Henri Brack, indépendant, né à Luxembourg, le 30 octobre 1961, demeurant à L-9157 Heiderscheid, 15, Duerfstrooss, cinquante et une parts sociales,	51
à 2.- Madame Michèle Mersch-Brack, indépendante, née à Luxembourg, le 8 mars 1959, épouse de Monsieur Arsène Mersch, demeurant à L-5761 Hassel, 9, rue de l'Eglise, quarante-neuf parts sociales,	49
Total: cent parts sociales,	100

La mise des associés ne pourra être augmentée que de leur accord unanime.

L'intégralité de l'apport devra être libérée sur demande d'un gérant ou des associés.

Les intérêts courent à partir de la date de l'appel des fonds ou apports.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque part représentative du capital social pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par un associé dénommé «usufruitier» et en nue-propriété par un associé dénommé «nu-propriétaire».

Les droits attachés à la qualité d'usufruitier et conférés pour chaque part sont déterminés comme suit:

- droits sociaux dans leur ensemble;
- droit de vote aux assemblées générales et extraordinaires;
- droit aux dividendes;
- droit préférentiel de souscription en cas d'émission de nouvelles parts en cas d'augmentation du capital social.

Les droits attachés à la qualité de nu-propriétaire et conférés pour chaque part sont ceux qui sont déterminés par le droit commun et en particulier le droit au produit de la liquidation de la société.

Art. 7. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles sont incessibles entre vifs ou pour cause de mort à des tiers non-associés sans l'accord des associés représentant 75% du capital en cas de cession entre vifs, respectivement sans l'accord unanime de tous les associés restants en cas de cession pour cause de mort.

En cas de transfert par l'un des associés de ses parts sociales les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ces parts, à un prix agréé entre associés et fixé à l'unanimité d'année en année lors de l'assemblée générale statuant sur le bilan et le résultat de chaque exercice. Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

Art. 9. Le décès ou la déconfiture de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la société. Si les associés survivants n'exercent pas leur droit de préemption en totalité, la société continuera entre les associés et les héritiers de l'associé décédé. Toutefois les héritiers de cet associé devront, sous peine d'être exclus de la gestion et des bénéfices

jusqu'à régularisation, désigner dans les quatre mois du décès l'un d'eux ou un tiers qui les représentera dans tous les actes intéressant la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables à l'unanimité de tous les associés.

Art. 11. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom et pour compte de la société.

La société se trouve valablement engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle d'un gérant tant pour les actes d'administration que pour les actes de disposition.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Le bilan est soumis à l'approbation des associés qui décident de l'emploi des bénéfices.

En cas de distribution de bénéfices, les bénéfices sont répartis entre les associés en proportion de leurs parts sociales.

Art. 14. Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862, 1863 et 1864 du code civil. Les pertes et dettes de la société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts dans la société.

Art. 15. L'assemblée des associés se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent sur convocation d'un gérant ou sur convocation d'un des associés.

L'assemblée statue valablement sur tous les points de l'ordre du jour et ses décisions sont prises à la simple majorité des voix des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix.

Toutefois les modifications aux statuts doivent être décidées avec une majorité de 75% des voix.

Art. 16. En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le ou les gérants ou par les associés selon le cas, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2003.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, à environ huit cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent comme dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il ont pris les résolutions suivantes:

1.- Est nommé à la fonction de gérant:

Monsieur Henri Brack, indépendant, né à Luxembourg, le 30 octobre 1961, demeurant à L-9157 Heiderscheid, 15, Duerfstrooss.

2.- Le siège social est établi à L-9156 Heiderscheid, 4, Fuussekaul.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: H. Brack, M. Mersch-Brack, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 août 2003, vol. 524, fol. 28, case 11. – Reçu 100 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial.

Junglinster, le 18 août 2003.

J. Seckler.

(902057.4/231/104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 21 août 2003.

TAMIRO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée, (anc. TAMIRO LIMITED).

Registered office: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 95.002.

STATUTES

In the year two thousand and three, on the twenty-sixth day of June.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch (Luxembourg).

Is held an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of TAMIRO LIMITED having its registered office in Saint Vincent and the Grenadines registered as IBC company number 300 CTD 1997.

The meeting is presided by Mrs Danielle Schroeder, company manager, residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, private employee, residing in Schouweiler.

The meeting elects as scrutineer Mr Antoine Hientgen, economist, residing in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to state that:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- To transfer the seat of the company from Saint Vincent and the Grenadines to Luxembourg.

2.- To amend the object of the company to read as follows:

The purpose of the company is the taking of participating interests in whatsoever form, in other, either in Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

It may acquire, equip, build real estates in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, manage them by letting or otherwise.

It may acquire real estate, assets, goods and merchandise of any kind, and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise either in Luxembourg or abroad. It may perform any transaction in real estate, in assets, in goods and in merchandise of any kind, as well as in transferable securities.

The company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has an interest.

The company may also acquire and manage any licenses, trademarks, patents and other rights.

Generally, the company may take any control or supervision measures and carry out any operation which is regarded useful for the achievement of its purpose and its goal.

3.- To fix the share capital at twelve thousand six hundred euros (€ 12,600.-) by the creation and issue of one hundred twenty six (126) shares of one hundred euros (100.- €) and attribution of the actual issued share capital to a special reserve. Subscription and payment.

4.- To transform the company into a société à responsabilité limitée under the denomination of TAMIRO, S.à r.l. and to determine the articles of incorporation to put them in accordance with Luxembourg law.

5.- Appointment of Mr Peter Hafter, Mr Robert Heberlein and Mrs Edmée Pistis Leventis as managers of the company, with determination of their powers and the duration of their mandates.

6.- To fix the address of the company.

7.- Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III. The whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. The present meeting is properly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, passed unanimously the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to transfer the seat of the company to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The meeting decides to amend the object of the company to read as follows:

The purpose of the company is the taking of participating interests in whatsoever form, in other, either in Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

It may acquire, equip, build real estates in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, manage them by letting or otherwise.

It may acquire real estate, assets, goods and merchandise of any kind, and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise either in Luxembourg or abroad. It may perform any transaction in real estate, in assets, in goods and in merchandise of any kind, as well as in transferable securities.

The company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has an interest.

The company may also acquire and manage any licenses, trademarks, patents and other rights.

Generally, the company may take any control or supervision measures and carry out any operation which is regarded useful for the achievement of its purpose and its goal.

Third resolution

The meeting decides to transform the company into a «société à responsabilité limitée» and to change the name in TAMIRO, S.à r.l.

Fourth resolution

The meeting decides to fix the share capital at twelve thousand six hundred euros (EUR 12,600.-), divided into one hundred twenty six (126) shares of one hundred euros (EUR 100.-) and to attribute the actual issued share capital to a special reserve.

The new shares are subscribed as follows:

1.- Mr Anastassios Ioannis Leventis, businessman, residing at 9, Fragoklissias, GR-151 25 Maroussi/Athens, forty-two shares.	42
2.- Mr George P. Leventis, student, residing at West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB LONDON W5 3QR, forty-two shares	42
3.- Ms Louisa A. Leventis, businesswoman, residing at West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB LONDON W5 3QR forty-two shares	42
Total: one hundred and twenty six shares.	126

The shares have been entirely paid in by the shareholders by payment in cash, so that the company has as its disposal the amount of twelve thousand six hundred euros (EUR 12,600.-), proof of which has been given to the undersigned notary.

Fifth resolution

The meeting decides that the company discontinue in Saint Vincent and the Grenadines and continue in the Grand Duchy of Luxembourg.

Sixth resolution

The meeting decides to proceed to an amendment of the Articles of Association of the company so as to adapt them to the Luxembourg legislation:

Title I.- Name, Office, Purpose, Duration

Art. 1. The name of the Company is TAMIRO, S.à r.l..

Art. 2. The Company shall have its headoffice in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the managers.

Should any political, economic or social developments of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the headoffice or communications with abroad, the headoffice may be provisionally transferred abroad by decision of the managers until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a decision will not affect the company's nationality which will, notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company.

Art. 3. The purpose of the company is the taking of participating interests in whatsoever form, in other, either in Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

It may acquire, equip, build real estates in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, manage them by letting or otherwise.

It may acquire real estate, assets, goods and merchandise of any kind, and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise either in Luxembourg or abroad. It may perform any transaction in real estate, in assets, in goods and in merchandise of any kind, as well as in transferable securities.

The company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has an interest.

The company may also acquire and manage any licenses, trademarks, patents and other rights.

Generally, the company may take any control or supervision measures and carry out any operation which is regarded useful for the achievement of its purpose and its goal.

Art. 4. The Company is established for an unlimited duration.

Title II.- Capital, Contribution, Shares

Art. 5. The corporate capital is fixed at twelve thousand six hundred euros (EUR 12,600.-), represented by one hundred twenty-six (126) shares of a par value of one hundred euros (EUR 100.-) each, subscribed as follows:

1. Mr Anastasios Ioannis Leventis, businessman, residing at 9, Fragoklissias, GR-151 25 Maroussi/Athens, forty-two shares	42
2. Mr George P. Leventis, student, residing at West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB-London W5 3QR, forty-two shares	42
3. Ms Louisa A. Leventis, businesswoman, residing at West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB-London W5 3QR, forty-two shares	42
Total: one hundred and twenty six shares	126

Art. 6. The shares are transferable as provided by law.

Art. 7. The rights and obligations attached to a share follow such share to whomever it may be transferred. Holding a share implies adhering to the corporate Articles and to the decisions of the shareholders.

Art. 8. The shares are indivisible and the Company recognizes a sole holder per share for the exercise of the rights attached thereto.

Title III.- Management and Supervision

Art. 9. The Company is managed by one or several managers who may but need not be shareholders.

The shareholders determine the number of managers. The managers are appointed, suspended or revoked by the shareholders.

Each manager is entitled to perform all acts of administration or disposal, subject to the restrictions provided by law and these Articles. Each manager may confer special powers for determined actions. The managers may appoint any executives or employees and determine their functions, powers and their right to represent the Company.

The Company shall be bound towards third parties by the sole signature of a manager who shall not have to justify his powers or authorizations.

When a corporate entity is the manager, the Company will be bound by the signature of the person entitled to bind such corporate entity.

If all managers or the manager are absent or prevented from acting, the shareholders are temporarily in charge of the management and represent the Company in all legal or other acts.

In the event of a conflict of interests between the Company and one of the managers, the Company shall be represented by the other manager or managers. It shall be represented by the shareholders if there is only one manager or if there is a conflict of interest between the company and all managers.

Art. 10. The shareholders may appoint one or several statutory auditors in charge of supervision of the affairs of the Company.

Title IV.- Shareholders' decisions and shareholders' meetings

Art. 11. The shareholders take their decisions in general meetings or, if all shareholders agree, by decision in writing. Any decision must be approved by the shareholders representing the majority of the shares. General meetings are convened by the managers.

All amendments to the Articles must be approved by the shareholders representing 3/4 of the shares.

Title V.- Inventory, Balance sheets, Distribution of dividends, Reserves

Art. 12. The corporate year corresponds to the calendar year.

Each year, at the end of the corporate year, the accounts of the Company shall be closed and the managers shall establish the balance sheet and the profit and loss statement in accordance with law.

The balance sheet, the profit and loss statement and the report of the managers shall be submitted to approval of the shareholders. The shareholders may inspect such accounts and reports at the principal office and obtain copy at their expense.

Art. 13. Against the net profit, as determined in accordance with generally accepted accounting principles, there will be allocated annually five per cent for the constitution of a legal reserve fund. Such allocation shall cease to be compulsory when the reserve is equal to one tenth of the capital. The obligation of allocation shall start again if the reserve shall be reduced.

The balance of the net profit shall remain to the disposal of the shareholders who shall in their discretion dispose thereof by distribution of dividends or allocation to reserves or by carry forward to the next year.

Title VI.- Winding-up and Liquidation

Art. 14. In the case of winding-up of the Company for whatever cause and at whatever time, the shareholders shall appoint one or several liquidators, determine their powers and their remuneration and shall fix the method of liquidation. In the absence of appointment of liquidators, the managers in function shall be deemed to be appointed liquidators.

Art. 15. The net proceeds of liquidation after payment of all debts, shall be distributed equally among all shares.

Title VII.- General Disposition

Art. 16. For anything not dealt with in the present articles of incorporation, the associates refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

By way of derogation of Article 12 of the articles of incorporation the first fiscal year under Luxembourg legislation, shall start today and end on December 31st 2003.

Seventh resolution

The meeting appoints as managers of the company for an unlimited period:

Mr Peter Hafter, attorney-at-law, residing in CH-8027 Zürich, Bleicherweg 58.

Mr Robert Heberlein, attorney-at-law, residing in CH-8027 Zürich, Bleicherweg 58.

Mrs Edmée Pistis Leventis, businesswoman, residing in GB-London W11 2 HH, 48, Clarendon Road.

The company is validly bound by the individual signature of each manager.

Eighth resolution

The Company shall have its registered office at 21, boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

S'est réunie L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société TAMIRO LIMITED, ayant son siège social à Saint Vincent et les Grenadines, enregistrée comme IBC société numéro 300 CTD 1997.

L'Assemblée est présidée par Madame Danielle Schroeder, administrateur de société, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant à Schouweiler.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antoine Hientgen, économiste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1.- De transférer le siège de la société de Saint Vincent et les Grenadines à Luxembourg.

2.- De modifier l'objet de la société de la manière suivante:

La société a pour objet de prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de celles-ci.

Elle pourra acquérir, aménager, construire des immeubles au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, gérer ces immeubles, par location ou autrement.

Elle pourra acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières, des actifs, des biens et marchandises de tout genre ainsi que toute sorte de valeurs mobilières transférables et les réaliser par voie de vente, de cession, échange ou autre. Elle peut procéder à toute transaction sur biens immeubles, d'actifs, de biens de tout genre ainsi que de valeurs mobilières transférables.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances et garanties.

Elle pourra acquérir et mettre en valeur des licences, marques de fabrique, brevets et autres droits.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

3.- De fixer le capital social à douze mille six cents euros (EUR 12.600,-), par la création et l'émission de cent vingt-six (126) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune, et attribution du capital social actuel à une réserve spéciale. Souscription et libération.

4.- De transformer la société en une société à responsabilité limitée sous la dénomination de TAMIRA PROPERTY, S.à r.l. et déterminer les statuts de la société et de le mettre en concordance avec la Loi Luxembourgeoise.

5.- Nomination de Monsieur Peter Hafter, Monsieur Robert Heberlein et de Madame Edmée Pistis Leventis, en tant que gérants de la société et détermination de leurs pouvoirs et durée de leurs mandats.

6.- De fixer l'adresse de la société.

7.- Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence et les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire et tous les actionnaires déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte que l'assemblée peut se tenir sans convocations préalables.

IV.- La présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Après délibérations, l'assemblée générale a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de la société à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet de la société de la manière suivante:

La société a pour objet de prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de celles-ci.

Elle pourra acquérir, aménager, construire des immeubles au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, gérer ces immeubles, par location ou autrement.

Elle pourra acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières, des actifs, des biens et marchandises de tout genre ainsi que toute sorte de valeurs mobilières transférables et les réaliser par voie de vente, de cession, échange ou autre. Elle peut procéder à toute transaction sur biens immeubles, d'actifs, de biens de tout genre ainsi que de valeurs mobilières transférables.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances et garanties.

Elle pourra acquérir et mettre en valeur des licences, marques de fabrique, brevets et autres droits.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

Troisième résolution

L'assemblée décide de transformer la société en société à responsabilité limitée et de modifier la dénomination en TAMIRO PROPERTY, S.à r.l.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de fixer le capital social à douze mille six cents euros (EUR 12.600,-), divisé en cent vingt-six (126) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune et d'attribuer le capital social émis actuel à une réserve spéciale.

Les nouvelles parts sociales sont souscrites comme suit:

1.- Monsieur Anastassios Ioannis Leventis, homme d'affaires, demeurant au 9, Fragoklissias, GR-151 25 Marousi/Athènes, quarante-deux parts sociales. 42

2.- Monsieur George P. Leventis, étudiant, demeurant à West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB-Londres W5 3Qr, quarante-deux parts sociales 42

3.- Mademoiselle Louisa A. Leventis, femme d'affaires, demeurant à West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB-Londres W5 3QR, quarante-deux parts sociales	42
--	----

Total: cent vingt-six parts sociales 126

Les associés ont entièrement libéré les parts sociales nouvelles en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de douze mille six cents euros (EUR 12.600,-), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Cinquième résolution

L'assemblée décide que la Société cesse d'exister à Saint Vincent et les Grenadines et continue au Grand-Duché de Luxembourg.

Sixième résolution

L'assemblée décide de procéder à la modification des statuts de la société pour les adapter à la législation luxembourgeoise:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Le nom de la société est TAMIRO, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des gérants.

Au cas où des développements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale du siège social ou la communication aisée avec ce siège, ou de ce siège social à l'étranger se sont produits ou sont imminents, les gérants pourront transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société a pour objet de prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de celles-ci.

Elle pourra acquérir, aménager, construire des immeubles au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, gérer ces immeubles, par location ou autrement.

Elle pourra acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières, des actifs, des biens et marchandises de tout genre ainsi que toute sorte de valeurs mobilières transférables et les réaliser par voie de vente, de cession, échange ou autre. Elle peut procéder à toute transaction sur biens immeubles, d'actifs, de biens de tout genre ainsi que de valeurs mobilières transférables.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances et garanties.

Elle pourra acquérir et mettre en valeur des licences, marques de fabrique, brevets et autres droits.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

Art. 4. La société est établie pour une durée illimitée.

Titre II.- Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de douze mille six cents euros (EUR 12.600,-). Il est représenté par cent vingt six (126) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune qui sont souscrites comme suit:

1.- Monsieur Anastassios Ioannis Leventis, homme d'affaires, demeurant au 9, Fragoklissias, GR-151 25 Marousi/Athènes, quarante-deux parts sociales	42
---	----

2.- Monsieur George P. Leventis, étudiant, demeurant à West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB-Londres W5 3QR, quarante-deux parts sociales	42
--	----

3.- Mademoiselle Louisa A. Leventis, femme d'affaires, demeurant à West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB-Londres W5 3QR, quarante-deux parts sociales	42
--	----

Total: cent vingt-six parts sociales 126

Art. 6. Les parts sociales sont cessibles selon les termes de la loi.

Art. 7. Les droits et obligations attachés à une part sociale suivent le titre en quelque main qu'il passe. La possession d'une part sociale emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions des associés.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale pour l'exercice des droits qui y sont attachés.

Titre III.- Gérance et Surveillance

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les associés fixent le nombre de gérants. Les gérants sont nommés, suspendus de leurs fonctions et révoqués par les associés.

Chacun des gérants a pouvoir pour prendre tous actes d'administration et de disposition sous réserve des restrictions prévues par la loi et les présents statuts. Il peut donner des mandats spéciaux pour des actes déterminés.

Les gérants peuvent nommer des directeurs ou employés et déterminer leurs fonctions et pouvoirs, ainsi que leur autorisation à représenter la Société. La société sera engagée à l'égard des tiers par la seule signature d'un gérant qui n'aura pas à justifier de ses pouvoirs ou autorisations.

Au cas où une personne morale est gérant, la Société est engagée par la signature de la personne qui a pouvoir d'engager la personne morale.

Au cas où tous les gérants ou l'unique gérant sont absents ou dans l'impossibilité d'agir, les associés sont temporairement chargés de la gestion et représentent la société dans tous les actes juridiques et autres.

En cas d'opposition d'intérêts entre la société et un des gérants, la société sera représentée par le ou les autres gérants s'il y en a plusieurs; elle sera représentée par les associés s'il y a seulement un gérant ou s'il y a opposition d'intérêts entre la Société et tous les gérants.

Art. 10. Les associés peuvent confier la surveillance de la société à un ou plusieurs commissaires.

Titre IV.- Décisions des associés et assemblées générales

Art. 11. Les associés prennent leurs décisions en assemblée générale ou, si tous les associés sont d'accord, par simple décision écrite. Toute décision doit être approuvée par les associés représentant la majorité des parts sociales. Les assemblées générales sont convoquées par les gérants.

Les modifications des statuts devront être approuvées par les associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Titre V.- Inventaire, Bilans, Répartitions de bénéfices, Réserves

Art. 12. L'exercice social coïncide avec l'année calendrier.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les écritures de la Société sont arrêtées et les gérants dressent le bilan ainsi que le compte de profits et pertes et le rapport des gérants sont soumis à l'approbation des associés.

Ceux-ci peuvent en prendre connaissance au siège social et obtenir copie à leurs frais.

Art. 13. Sur le bénéfice net à déterminer conformément aux principes comptables généralement admis, il est prélevé annuellement cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire, lorsque cette réserve atteindra un dixième du capital social. Il reprendra cours si cette réserve venait à être entamée. Le surplus demeurera à la disposition des associés qui en détermineront souverainement l'affectation tant en ce qui concerne le dividende que les mises en réserve et reports à nouveau.

Titre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 14. En cas de dissolution de la société pour quelque cause que ce soit et à n'importe quel moment les associés désignent un ou plusieurs liquidateurs, déterminent leurs pouvoirs et leurs émoluments, et fixent la méthode de liquidation. A défaut de décision prise à cet égard par les associés, les gérants en fonction sont considérés comme liquidateurs.

Art. 15. Le produit net de la liquidation, après apurement des charges passives, sera réparti en parts égales entre toutes les parts sociales.

Titre VII.- Disposition Générale

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Par dérogation à l'article 12 des statuts le premier exercice comptable sous l'empire de la législation luxembourgeoise commence le jour du présent acte et se termine le 31 décembre 2003.

Septième résolution

L'assemblée élit comme gérants de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Peter Hafter, avocat, demeurant à CH-8027 Zürich, Bleicherweg 58.

Monsieur Robert Heberlein, avocat, demeurant à CH-8027 Zürich, Bleicherweg 58.

Madame Edmée Pistis Leventis, femme d'affaires, demeurant à GB-Londres W11 2HH 48, Clarendon Road.

La société sera valablement engagée par la signature individuelle de chacun des gérants.

Huitième résolution

L'assemblée décide de fixer l'adresse de la société à L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: D. Schroeder, S. Wolter-Schieres, A. Hientgen, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 7 juillet 2003, vol. 424, fol. 88, case 6. – Reçu 154,27 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 juillet 2003.

H. Hellinckx.

(047832.3/242/378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2003.

HIGHGROVE PROPERTY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 94.931.

STATUTES

In the year two thousand and three, on the twenty-sixth day of June.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch (Luxembourg).

Is held an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of HIGHGROVE PROPERTY LIMITED having its registered office in Saint Vincent and the Grenadines registered as IBC company number 1742 IBC 1998.

The meeting is presided by Mrs Danielle Schroeder, company manager, residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, private employee, residing in Schouweiler.

The meeting elects as scrutineer Mr Antoine Hientgen, economist, residing in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to state that:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- To transfer the seat of the company from «Saint Vincent and the Grenadines» to Luxembourg.

2.- To amend the object of the company to read as follows:

The purpose of the company is the taking of participating interests in whatsoever form, in other, either in Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

It may acquire, equip, build real estates in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, manage them by letting or otherwise.

It may acquire real estate, assets, goods and merchandise of any kind, and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise either in Luxembourg or abroad. It may perform any transaction in real estate, in assets, in goods and in merchandise of any kind, as well as in transferable securities.

The company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has an interest.

The company may also acquire and manage any licenses, trade-marks, patents and other rights.

Generally, the company may take any control or supervision measures and carry out any operation which is regarded useful for the achievement of its purpose and its goal.

3.- To fix the share capital at twelve thousand five hundred euro (€ 12,500.-) by the creation and issue of one hundred (100) shares of one hundred twenty-five euro (€ 125.-) and attribution of the actual issued share capital to a special reserve. Subscription and payment.

4.- To transform the company into a société à responsabilité limitée under the denomination of HIGHGROVE PROPERTY, S.à r.l. and to determine the articles of incorporation to put them in accordance with Luxembourg law.

5.- Appointment of Mr Peter Hafter, Mr Robert Heberlein and Mr Ryan Rudolph as managers of the company, with determination of their powers and the duration of their mandates.

6.- To fix the address of the company.

7.- Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III. The whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. The present meeting is properly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, passed unanimously the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to transfer the seat of the company to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The meeting decides to amend the object of the company to read as follows:

The purpose of the company is the taking of participating interests in whatsoever form, in other, either in Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

It may acquire, equip, build real estates in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, manage them by letting or otherwise.

It may acquire real estate, assets, goods and merchandise of any kind, and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise either in Luxembourg or abroad. It may perform any transaction in real estate, in assets, in goods and in merchandise of any kind, as well as in transferable securities.

The company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has an interest.

The company may also acquire and manage any licenses, trade-marks, patents and other rights.

Generally, the company may take any control or supervision measures and carry out any operation which is regarded useful for the achievement of its purpose and its goal.

Third resolution

The meeting decides to transform the company into a «société à responsabilité limitée» and to change the name in HIGHGROVE PROPERTY, S.à r.l.

Fourth resolution

The meeting decides to fix the share capital at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), divided into one hundred (100) shares of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) and to attribute the actual issued share capital to a special reserve.

The new shares are subscribed as follows:

1.- Mr Nicholas C. Leventis, student, residing at West Africa House Hanger Lane, Ealing, London W5 3QR, England, fifty shares	50
2.- Mr Christodoulos R. Leventis, businessman, residing at West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB London W5 3QR, England, fifty shares	50
Total: one hundred shares.	100

The shares have been entirely paid in by the shareholders by payment in cash, so that the company has as its disposal the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), proof of which has been given to the undersigned notary.

Fifth resolution

The meeting decides that the company discontinue in Saint Vincent and the Grenadines and continue in the Grand Duchy of Luxembourg.

Sixth resolution

The meeting decides to proceed to an amendment of the Articles of Association of the company so as to adapt them to the Luxembourg legislation:

Title I.- Name, Office, Purpose, Duration

Art. 1. The name of the Company is HIGHGROVE PROPERTY, S.à r.l.

Art. 2. The Company shall have its head office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the managers.

Should any political, economic or social developments of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the head office or communications with abroad, the head office may be provisionally transferred abroad by decision of the managers until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a decision will not affect the company's nationality which will, notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company.

Art. 3. The purpose of the company is the taking of participating interests in whatsoever form, in other, either in Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

It may acquire, equip, build real estates in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, manage them by letting or otherwise.

It may acquire real estate, assets, goods and merchandise of any kind, and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise either in Luxembourg or abroad. It may perform any transaction in real estate, in assets, in goods and in merchandise of any kind, as well as in transferable securities.

The company may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has an interest.

The company may also acquire and manage any licenses, trade-marks, patents and other rights.

Generally, the company may take any control or supervision measures and carry out any operation which is regarded useful for the achievement of its purpose and its goal.

Art. 4. The Company is established for an unlimited duration.

Title II.- Capital, Contribution, Shares

Art. 5. The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), divided into one hundred (100) shares of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each, subscribed as follows:

1.- Mr Nicholas C. Leventis, student, residing at West Africa House Hanger Lane, Ealing, London W5 3QR, England, fifty shares	50
2.- Mr Christodoulos R. Leventis, businessman, residing at West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB London W5 3QR, England, fifty shares	50
Total: one hundred shares.	100

Art. 6. The shares are transferable as provided by law.

Art. 7. The rights and obligations attached to a share follow such share to whomever it may be transferred. Holding a share implies adhering to the corporate Articles and to the decisions of the shareholders.

Art. 8. The shares are indivisible and the Company recognizes a sole holder per share for the exercise of the rights attached thereto.

Title III.- Management and Supervision

Art. 9. The Company is managed by one or several managers who may but need not be shareholders.

The shareholders determine the number of managers. The managers are appointed, suspended or revoked by the shareholders.

Each manager is entitled to perform all acts of administration or disposal, subject to the restrictions provided by law and these Articles. Each manager may confer special powers for determined actions. The managers may appoint any executives or employees and determine their functions, powers and their right to represent the Company.

The Company shall be bound towards third parties by the sole signature of a manager who shall not have to justify his powers or authorizations.

When a corporate entity is the manager, the Company will be bound by the signature of the person entitled to bind such corporate entity.

If all managers or the manager are absent or prevented from acting, the shareholders are temporarily in charge of the management and represent the Company in all legal or other acts.

In the event of a conflict of interests between the Company and one of the managers, the Company shall be represented by the other manager or managers. It shall be represented by the shareholders if there is only one manager or if there is a conflict of interest between the company and all managers.

Art. 10. The shareholders may appoint one or several statutory auditors in charge of supervision of the affairs of the Company.

Title IV.- Shareholders' decisions and shareholders' meetings

Art. 11. The shareholders take their decisions in general meetings or, if all shareholders agree, by decision in writing. Any decision must be approved by the shareholders representing the majority of the shares. General meetings are convened by the managers.

All amendments to the Articles must be approved by the shareholders representing 3/4 of the shares.

Title V.- Inventory, Balance sheets, Distribution of dividends, Reserves

Art. 12. The corporate year corresponds to the calendar year.

Each year, at the end of the corporate year, the accounts of the Company shall be closed and the managers shall establish the balance sheet and the profit and loss statement in accordance with law.

The balance sheet, the profit and loss statement and the report of the managers shall be submitted to approval of the shareholders. The shareholders may inspect such accounts and reports at the principal office and obtain copy at their expense.

Art. 13. Against the net profit, as determined in accordance with generally accepted accounting principles, there will be allocated annually five per cent for the constitution of a legal reserve fund. Such allocation shall cease to be compulsory when the reserve is equal to one tenth of the capital. The obligation of allocation shall start again if the reserve shall be reduced.

The balance of the net profit shall remain to the disposal of the shareholders who shall in their discretion dispose thereof by distribution of dividends or allocation to reserves or by carry forward to the next year.

Title VI.- Winding up and Liquidation

Art. 14. In the case of winding up of the Company for whatever cause and at whatever time, the shareholders shall appoint one or several liquidators, determine their powers and their remuneration and shall fix the method of liquidation. In the absence of appointment of liquidators, the managers in function shall be deemed to be appointed liquidators.

Art. 15. The net proceeds of liquidation after payment of all debts, shall be distributed equally among all shares.

Title VII.- General Disposition

Art. 16. For anything not dealt with in the present articles of incorporation, the associates refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

By way of derogation of Article 12 of the articles of incorporation the first fiscal year under Luxembourg legislation, shall start today and end on December 31st 2003.

Seventh resolution

The meeting appoints as managers of the company for an unlimited period:

Mr Peter Hafter, attorney-at-law, residing at CH-8027 Zurich, Bleicherweg 58.

Mr Robert Heberlein, attorney-at-law, residing at CH-8027 Zurich, Bleicherweg 58.

Mr Ryan Rudolph, attorney-at-law, residing at CH-8027 Zurich, Bleicherweg 58.

The company is validly bound by the individual signature of each manager.

Eighth resolution

The Company shall have its registered office at 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société HIGHGROVE PROPERTY LIMITED, ayant son siège social à Saint Vincent et les Grenadines, enregistrée comme IBC société numéro 1742 IBC 1998.

L'Assemblée est présidée par Madame Danielle Schroeder, administrateur de société, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant à Schouweiler.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antoine Hientgen, économiste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- De transférer le siège de la société de Saint Vincent et les Grenadines à Luxembourg.

2.- De modifier l'objet de la société de la manière suivante:

La société a pour objet de prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de celles-ci.

Elle pourra acquérir, aménager, construire des immeubles au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, gérer ces immeubles, par location ou autrement.

Elle pourra acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières, des actifs, des biens et marchandises de tout genre ainsi que toute sorte de valeurs mobilières transférables et les réaliser par voie de vente, de cession, échange ou autre. Elle peut procéder à toute transaction sur biens immeubles, d'actifs, de biens de tout genre ainsi que de valeurs mobilières transférables.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances et garanties.

Elle pourra acquérir et mettre en valeur des licences, marques de fabrique, brevets et autres droits.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

3.- De fixer le capital social à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), par la création et l'émission de cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, et attribution du capital social actuel à une réserve spéciale. Souscription et libération.

4.- De transformer la société en une société à responsabilité limitée sous la dénomination de HIGHGROVE PROPERTY, S.à r.l. et déterminer les statuts de la société et de le mettre en concordance avec la Loi Luxembourgeoise.

5.- Nomination de Monsieur Peter Hafter, Monsieur Robert Heberlein et de Monsieur Ryan Rudolph en tant que gérants de la société et détermination de leurs pouvoirs et la durée de leurs mandats.

6.- De fixer l'adresse de la société.

7.- Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence et les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III.- L'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée générale extraordinaire et tous les actionnaires déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte que l'assemblée peut se tenir sans convocations préalables.

IV.- La présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Après délibérations, l'assemblée générale a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de la société à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet de la société de la manière suivante:

La société a pour objet de prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de celles-ci.

Elle pourra acquérir, aménager, construire des immeubles au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, gérer ces immeubles, par location ou autrement.

Elle pourra acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières, des actifs, des biens et marchandises de tout genre ainsi que toute sorte de valeurs mobilières transférables et les réaliser par voie de vente, de cession, échange ou autre. Elle peut procéder à toute transaction sur biens immeubles, d'actifs, de biens de tout genre ainsi que de valeurs mobilières transférables.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances et garanties.

Elle pourra acquérir et mettre en valeur des licences, marques de fabrique, brevets et autres droits.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

Troisième résolution

L'assemblée décide de transformer la société en société à responsabilité limitée et de modifier la dénomination en HIGHGROVE PROPERTY, S.à r.l.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de fixer le capital social à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune et d'attribuer le capital social émis actuel à une réserve spéciale.

Les nouvelles parts sociales sont souscrites comme suit:

1.- Monsieur Nicholas C. Leventis, étudiant, demeurant à West Africa House Hanger Lane, Ealing, London W5 3QR, Angleterre, cinquante parts sociales.	50
2.- Monsieur Christodoulos R. Leventis, homme d'affaires, demeurant à West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB-Londres W5 3QR, Angleterre, cinquante parts sociales.	50
Total: cent parts sociales	100

Les associés ont entièrement libéré les parts sociales nouvelles en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Cinquième résolution

L'assemblée décide que la Société cesse d'exister à Saint Vincent et les Grenadines et continue au Grand-Duché de Luxembourg.

Sixième résolution

L'assemblée décide de procéder à la modification des statuts de la société pour les adapter à la législation luxembourgeoise:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Le nom de la société est HIGHGROVE PROPERTY, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des gérants.

Au cas où des développements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale du siège social ou la communication aisée avec ce siège, ou de ce siège social à l'étranger se sont produits ou sont imminents, les gérants pourront transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société a pour objet de prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de celles-ci.

Elle pourra acquérir, aménager, construire des immeubles au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, gérer ces immeubles, par location ou autrement.

Elle pourra acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières, des actifs, des biens et marchandises de tout genre ainsi que toute sorte de valeurs mobilières transférables et les réaliser par voie de vente, de cession, échange ou autre. Elle peut procéder à toute transaction sur biens immeubles, d'actifs, de biens de tout genre ainsi que de valeurs mobilières transférables.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances et garanties:

Elle pourra acquérir et mettre en valeur des licences, marques de fabrique, brevets et autres droits.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

Art. 4. La société est établie pour une durée illimitée.

Titre II.- Capital social, Apports, Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-). Il est représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune qui sont souscrites comme suit:

1.- Monsieur Nicholas C. Leventis, étudiant, demeurant à West Africa House Hanger Lane, Ealing, London W5 3QR, Angleterre, cinquante parts sociales.	50
2.- Monsieur Christodoulos R. Leventis, homme d'affaires, demeurant à West Africa House, Hanger Lane, Ealing, GB-Londres W5 3QR, Angleterre, cinquante parts sociales.	50
Total: cent parts sociales	100

Art. 6. Les parts sociales sont cessibles selon les termes de la loi.

Art. 7. Les droits et obligations attachés à une part sociale suivent le titre en quelque main qu'il passe. La possession d'une part sociale emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions des associés.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale pour l'exercice des droits qui y sont attachés.

Titre III.- Gérance et Surveillance

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les associés fixent le nombre de gérants. Les gérants sont nommés, suspendus de leurs fonctions et révoqués par les associés.

Chacun des gérants a pouvoir pour prendre tous actes d'administration et de disposition sous réserve des restrictions prévues par la loi et les présents statuts. Il peut donner des mandats spéciaux pour des actes déterminés.

Les gérants peuvent nommer des directeurs ou employés et déterminer leurs fonctions et pouvoirs, ainsi que leur autorisation à représenter la Société. La société sera engagée à l'égard des tiers par la seule signature d'un gérant qui n'aura pas à justifier de ses pouvoirs ou autorisations.

Au cas où une personne morale est gérant, la Société est engagée par la signature de la personne qui a pouvoir d'engager la personne morale.

Au cas où tous les gérants ou l'unique gérant sont absents ou dans l'impossibilité d'agir, les associés sont temporairement chargés de la gestion et représentent la société dans tous les actes juridiques et autres.

En cas d'opposition d'intérêts entre la société et un des gérants, la société sera représentée par le ou les autres gérants s'il y en a plusieurs; elle sera représentée par les associés s'il y a seulement un gérant ou s'il y a opposition d'intérêts entre la Société et tous les gérants.

Art. 10. Les associés peuvent confier la surveillance de la société à un ou plusieurs commissaires.

Titre IV.- Décisions des associés et assemblées générales

Art. 11. Les associés prennent leurs décisions en assemblée générale ou, si tous les associés sont d'accord, par simple décision écrite. Toute décision doit être approuvée par les associés représentant la majorité des parts sociales. Les assemblées générales sont convoquées par les gérants.

Les modifications des statuts devront être approuvées par les associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Titre V.- Inventaire, Bilans, Répartitions de bénéfices, Réserves

Art. 12. L'exercice social coïncide avec l'année calendrier.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les écritures de la Société sont arrêtées et les gérants dressent le bilan ainsi que le compte de profits et pertes et le rapport des gérants sont soumis à l'approbation des associés.

Ceux-ci peuvent en prendre connaissance au siège social et obtenir copie à leurs frais.

Art. 13. Sur le bénéfice net à déterminer conformément aux principes comptables généralement admis, il est prélevé annuellement cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire, lorsque cette réserve atteindra un dixième du capital social. Il reprendra cours si cette réserve venait à être entamée. Le surplus demeurera à la disposition des associés qui en détermineront souverainement l'affectation tant en ce qui concerne le dividende que les mises en réserve et reports à nouveau.

Titre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 14. En cas de dissolution de la société pour quelque cause que ce soit et à n'importe quel moment les associés désignent un ou plusieurs liquidateurs, déterminent leurs pouvoirs et leurs émoluments, et fixent la méthode de liquidation. A défaut de décision prise à cet égard par les associés, les gérants en fonction sont considérés comme liquidateurs.

Art. 15. Le produit net de la liquidation, après apurement des charges passives, sera réparti en parts égales entre toutes les parts sociales.

Titre VII.- Disposition Générale

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Par dérogation à l'article 12 des statuts le premier exercice comptable sous l'empire de la législation luxembourgeoise commence le jour du présent acte et se termine le 31 décembre 2003.

Septième résolution

L'assemblée élit comme gérants de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Peter Hafter, avocat, demeurant à CH-8027 Zurich, Bleicherweg 58.

Monsieur Robert Heberlein, avocat, demeurant à CH-8027 Zurich, Bleicherweg 58.

Monsieur Ryan Rudolph, avocat, demeurant à CH-8027 Zurich, Bleicherweg 58.

La société sera valablement engagée par la signature individuelle de chacun des gérants.

Huitième résolution

L'assemblée décide de fixer l'adresse de la société à L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: D. Schroeder, S. Wolter-Schieres, A. Hientgen, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 7 juillet 2003, vol. 424, fol. 88, case 4. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 21 juillet 2003.

H. Hellinckx.

(046761.3/242/372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2003.

VILLAGES DU MONDE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 77.734.

Extrait des Minutes de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue le 18 août 2003

A l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de VILLAGES DU MONDE S.A. (la «Société»), il a été décidé comme suit:

- d'approuver le rapport de gestion et le rapport du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 2001;
- d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2001;
- d'allouer la perte de l'exercice de EUR 12.694,28 dans le compte perte à reporter;
- d'accorder décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour toutes les opérations effectuées jusqu'au 31 décembre 2001.

Luxembourg, le 18 août 2003.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Administrateur-Délégué

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 2003, réf. LSO-AH01192. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(047818.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2003.

I.C.W., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-9516 Wiltz, 30, rue du Château.

H. R. Diekirch B 95.242.

STATUTEN

Im Jahre zwei tausend drei, den dreissigsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Grossherzogtum Luxemburg),

Sind erschienen:

1.- Herr Rainer Cohnen, Privatbeamter, geboren zu St. Vith, (Belgien), am 30. März 1970, wohnhaft L-9516 Wiltz, 30, rue du Château.

2.- Herr Horst Cohnen, Gesellschaftsverwalter, geboren zu St. Vith (B), am 24. März 1971, wohnhaft in B-4770 Amel, Meyerode 51, (Belgien).

3.- Herr Mario Cohnen, Privatbeamter, geboren zu St. Vith (B), am 5. Juni 1973, wohnhaft in B-4770 Amel, Meyerode 57, (Belgien).

Welche Komparenten den amtierenden Notar ersuchten, die Satzung einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Unter der Bezeichnung I.C.W. wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Wiltz.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normalen Geschäftsabwicklungen am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist die Immobilienförderung, der Erwerb und Verkauf, die Vermietung, die Errichtung sowie die Verwaltung von Immobilien für Eigenbedarf.

Zweck der Gesellschaft ist ausserdem der Erwerb von Beteiligungen unter irdingwelcher Form an anderen in- und ausländischen Finanz-, Industrie- oder Handelsunternehmen; die Gesellschaft kann alle Arten von Wertpapieren und Rechten erwerben sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräussern; darüberhinaus kann die Gesellschaft Patente und Konzessionen erwerben und verwerten; die Gesellschaft kann den Gesellschaften an denen sie direkt beteiligt ist jede Art von Unterstützung gewähren sei es durch Darlehen, Garantien, Vorschüsse oder sonstwie.

Die Gesellschaft kann alle Rechtshandlungen vornehmen welche mit dem vorstehenden Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängen oder denselben fördern.

Die Gesellschaft darf alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliargeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder die deren Verwirklichung erleichtern können, ausführen, ohne jedoch dem spezifischen Steuerstatut nach dem Gesetz vom 31. Juli 1929 über die Holdinggesellschaften zu unterliegen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt vierhundertzwanzigtausend Euro (420.000,- EUR) und ist eingeteilt in vier hundert zwanzig (420) Aktien von jeweils eintausend Euro (1.000,- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft kann, mittels ihrer verfügbaren Reserven und gemäss den Bestimmungen des Artikels 49-2 des Gesetzes von 1915, zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten.

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 7. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden bestellen; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einem Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder fernschriftlich erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Die Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Genehmigung der Hauptversammlung.

Die erste Person der die laufende Geschäftsführung übertragen wird, kann durch die erste Hauptversammlung ernannt werden.

Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die Einzelunterschrift des Bevollmächtigten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet.

Art. 8. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können beliebig abberufen werden.

Art. 9. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom ersten Januar bis zum ein und dreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 10. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am zweiten Freitag des Monats Juni um 20.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Art. 11. Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung unterliegt den gesetzlichen Bestimmungen. Von dieser Erfordernis kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz nichts anderes vorsieht.

Art. 12. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die weitestgehenden Befugnisse, über sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden und alle diesbezüglichen Beschlüsse gutzuheissen.

Sie befindet über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Der Verwaltungsrat ist bevollmächtigt Vorauszahlungen auf Dividenden vorzunehmen.

Art. 13. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschliesslich der Änderungsgesetze finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Komparenten, dass die Aktien wie folgt gezeichnet wurden:

- 1.- Herr Rainer Cohnen, Privatbeamter, wohnhaft L-9516 Wiltz, 30, rue du Château, hundertvierzig Aktien, . . 140
- 2.- Herr Horst Cohnen, Gesellschaftsverwalter, wohnhaft in B-4770 Amel, Meyerode 51, (Belgien), hundertvierzig Aktien, 140

3.- Herr Mario Cohnen, Privatbeamter, wohnhaft in B-4770 Amel, Meyerode 57, (Belgien), hundertvierzig Aktien,	140
Total: vierhundertzwanzig Aktien,	420

Alle vierhundertzwanzig (420) Aktien wurden voll eingezahlt mittels Einbringen in die Gesellschaft von den hiernach bezeichneten Immobilien, und zwar:

Zwei Gebäude mit Platz und allen sonstigen An- und Zubehörungen, gelegen zu Wiltz, eingetragen im Kataster der Gemeinde und Sektion A von Wiltz, Ort genannt: «Im Park», wie folgt:

- Nummer 356/2773, als «place (occupée), bâtiment à habitation», gross 1,20 Ar,
- Nummer 356/2774, als «place (occupée), bâtiment non défini», gross 6,35 Ar,
- Nummer 357/2775, als Garten, gross 3,65 Ar.

Eigentumsnachweis

Die vorbezeichneten Immobilien gehören den Komparenten Rainer, Horst und Mario Cohnen, jeweils zu einem ungeteilten Drittel, gemäss Schenkungsurkunde, aufgenommen durch den zu Clerf residierenden Notar Martine Weinandy, am 5. Mai 1994, überschrieben im Hypothekenamte von und zu Diekirch, am 2. Juni 1994, Band 863, Nummer 112.

Gutachten des Wirtschaftsprüfers

Dieses Einbringen wird durch ein Gutachten des unabhängigen Wirtschaftsprüfers Herr Alain Kohnen, wohnhaft zu L-9991 Weiswampach, 144, route de Stavelot, bescheinigt dessen Schlussfolgerung wie folgt lautet:

«Schlussfolgerungen

In Ausführung von Artikel 26-1 des Gesetzes vom 10. August 1915 haben wir die durch die Gründer der Aktiengesellschaft I.C.W. ermittelte Bewertung der gelegentlich der Gesellschaftsgründung einzubringenden Sacheinlagen geprüft.

Im übrigen umfasste unsere Prüfung sämtliche Prüfungshandlungen, welche wir unter den gegebenen Umständen für erforderlich hielten, bezüglich Eigentum, Bewertung und mögliche Belastung der Sacheinlagen, in Übereinstimmung mit den durch das Institut der Wirtschaftsprüfer erlassenen Prüfungsempfehlungen in bezug auf Sacheinlagen.

Diese Sacheinlagen bestehen ausschließlich aus Immobilien und dem Restsaldo eines Kredits der Herren Rainer Cohnen, Horst Cohnen und Mario Cohnen, bewertet durch die Gründer mit 420.000 EUR. Aufgrund unserer Prüfung erscheint uns die Wertschätzung der Sacheinlagen von 420.000 EUR als vorsichtig und nicht überzogen.

Die Vergütung für diese mit 420.000 EUR bewerteten Sacheinlagen durch die Ausgabe an die Einbringer von insgesamt 420 Aktien mit einem Nennwert bei der Gründung von je 1.000 EUR erfolgt somit aufgrund der Wertschätzung dieser Einlagen.

Das Gesellschaftskapital beträgt somit 420.000 EUR, dargestellt durch 420 Aktien mit einem Nennwert von je 1.000 EUR.

Abschließend, nach dem Ergebnis unserer Prüfung, in Übereinstimmung mit den Prüfungsempfehlungen des Instituts der Wirtschaftsprüfer (IRE) in bezug auf Sacheinlagen bestätigen wir, dass:

- die Beschreibung der Sacheinlagen mit der erforderlichen Genauigkeit und Übersichtlichkeit erstellt wurde;
- die aus der Bewertung der Sacheinlagen ermittelten Werte nicht niedriger sind als der Nennwert der zu deren Vergütung auszugebenden Aktien.

Weiswampach, den 8. Juli 2003»

Dieses Gutachten, von den Komparenten und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen:

Übergangsbestimmungen

- 1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2003.
- 2.- Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahre 2004 statt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr siebzehn tausend vier hundert Euro zu deren Zahlung die Gründer sich persönlich verpflichten.

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann finden die eingangs erwähnten Komparenten, die das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen, zu der sie sich als ordentlich einberufen erklären und haben einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-9516 Wiltz, 30, rue du Château.
- 2.- Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, und die der Kommissare auf einen festgesetzt.
- 3.- Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr Rainer Cohnen, Privatbeamter, geboren zu St. Vith, (Belgien), am 30. März 1970, wohnhaft L-9516 Wiltz, 30, rue du Château, Verwaltungsratsvorsitzender;
 - b) Herr Horst Cohnen, Gesellschaftsverwalter, geboren zu St. Vith (B), am 24. März 1971, wohnhaft in B-4770 Amel, Meyerode 51, (Belgien);

c) Herr Mario Cohnen, Privatbeamter, geboren zu St. Vith (B), am 5. Juni 1973, wohnhaft in B-4770 Amel, Meyerode 57, (Belgien).

4.- Zum Kommissar wird ernannt:

- Die Gesellschaft belgischen Rechtes EURO FINANCE CONSULT, S.c.r.l., mit Gesellschaftssitz zu B-4780 Recht, Zur Kaiserbaracke, 43, (Belgien), eingetragen im Handelsregister von Eupen, (Belgien), unter der Nummer 62654.

5.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2008.

6.- Gebrauch machend vom durch Artikel sieben (7) der Satzung vorgesehenen Recht, ernennt die Generalversammlung Herrn Rainer Cohnen, vorgenannt, zum ersten Bevollmächtigten des Verwaltungsrates, welcher die Gesellschaft durch seine Einzelunterschrift verpflichtet im Rahmen der laufenden Geschäftsführung in ihrem weitesten Sinne, sämtliche Bankoperationen miteinbegriffen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben, und der unterzeichnete Notar bescheinigt den hiavor angegebenen Zivilstand der Komparenten im Rahmen und gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Juni 1953 auf Grund ihrer Personalausweise.

Gezeichnet: R. Cohnen, H. Cohnen, M. Cohnen, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 août 2003, vol. 524, fol. 27, case 9. – Reçu 4.200 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial.

Junglinster, den 21. August 2003.

J. Seckler.

(902062.4/231/179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 22 août 2003.

EUROPEAN APPRAISERS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 4, allée Léopold Goebel.

R. C. Luxembourg B 70.975.

Cession de Parts

Entre les soussignés:

M. Molia Jean-Pierre Louis Hubert, commerçant, résidant à 92200 Nelly-sur-Seine, France.

D'une part,

Et:

Monsieur Firmin Coffi Dhossou, demeurant Lot N° 4 Fifadji-Houte, Cotonou, République du Bénin, de nationalité Béninoise, né le 6 juillet 1979 à Adrome, République du Bénin.

D'autre part

Il a été convenu ce qui suit:

M. Molia Jean-Pierre Louis Hubert est propriétaire de la totalité des parts sociales de EUROPEAN APPRAISERS.

Il cède et transporte sous garanties ordinaires de droit les 500 parts sociales qu'il possède dans ladite société à Monsieur Firmin Coffi Dhossou, demeurant Lot N° 4 Fifadji-Houte, Cotonou, République du Bénin, qui accepte.

Par la présente cession, Monsieur Firmin Coffi Dhossou devient propriétaire des parts cédées, avec effet à compter de ce jour de tous les droits et obligations y attachés.

Tous les pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales.

Fait à Luxembourg, le 10 mars 2003, en cinq exemplaires originaux.

M. Molia / M. Dhossou

Bon pour cession de 500 parts / Bon pour acceptation de 500 parts

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 2003, réf. LSO-AH01056. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(047808.2//27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2003.

EUROPEAN APPRAISERS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 4, allée Léopold Goebel.

R. C. Luxembourg B 70.975.

Assemblée Générale

Liste de présence:

L'actionnaire-détenteur unique des parts sociales,

M. Molia Jean-Pierre Louis Hubert, commerçant, résidant à 92200 Neuilly-sur-Seine.

En présence et actant comme secrétaire M. Firmin Coffi Dhossou, demeurant N° 4 Fifadji-Houte, Cotonou, République du Bénin.

Il a été décidé ce qui suit:

Art. 1^{er}. Démission de la gérance de Monsieur Molia Jean-Pierre Louis Hubert.

Art. 2. Nomination comme nouveau gérant de M. Firmin Coffi Dhossou, demeurant N° 4 Fifadji-Houte, Cotonou, République du Bénin.

Le gérant est nommé pour une durée indéterminée. Il a les pouvoirs les plus étendus pour engager la société en toutes circonstances par sa seule signature.

Fait à Luxembourg, le 18 mars 2003.

M. Molia / M. Dhossou

- / Bon pour acceptation des fonctions de gérant

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 2003, réf. LSO-AH01054. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(047807.3/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2003.

LEA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian.

R. C. Luxembourg B 95.132.

STATUTS

L'an deux mil trois, le vingt-quatre juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Thierry Leyne, administrateur de société, né à Boulogne Billancourt le 8 septembre 1965, demeurant à F-75016 Paris 16, 6, boulevard Suchet,

2. Monsieur Patrick Rochas, administrateur de sociétés, né à Chatou (France), le 21 avril 1953, avec adresse professionnelle à L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian.

Les deux ici représentés par Monsieur Maurice Houssa, économiste, avec adresse professionnelle à L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian,

en vertu de deux procurations données le 22 juillet 2003.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de LEA S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes prestations de conseil et d'assistance aux entreprises en matière de stratégie de développement international, mais également d'organisation et de coordination au plan international et/ou national, de leur divers bureaux et filiales, de gestion de leurs équipes internationales, d'optimisation de leurs coûts, de développement opérationnel, ainsi que de tous autres domaines liés à l'activité des entreprises.

La prestation de conseil et d'assistance aux entreprises en matière d'investissement au Luxembourg et à l'étranger dans tous domaines industriels, commerciaux ou de services, d'acquisition ou de prises de participation majoritaires ou minoritaires ou de fusion et l'assistance pour des actionnaires ou des groupe d'actionnaires.

Elle pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million trois cent cinquante mille cent Euros (1.350.100,- EUR) représenté par treize mille cinq cent et une (13.501) actions d'une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre III. Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, une procuration entre administrateurs étant permise, laquelle procuration peut être donnée par lettre, télégramme, telex ou fax.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent voter par lettre, télégramme, telex ou fax.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, le président a une voix prépondérante.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le troisième lundi du mois de juin à 10.00 heures et pour la première fois en 2004.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 2003.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants, tels que ci-dessus préqualifiés et représentés, déclarent souscrire les treize mille cinq cent et une (13.501) actions, et les libérer par apport en numéraire de cent Euros (100,- EUR) et par apport en nature de deux cent vingt-cinq mille (225.000) actions d'une valeur nominale de cinq virgule cinquante-cinq Euros (5,55 EUR) chacune, représentant 8,95% du capital de la société COMPAGNIE FINANCIERE DE DEAUVILLE, société anonyme de droit français, cotée au marché libre de la Bourse de Paris, ayant son siège social à F-75002 Paris, inscrite au registre de commerce de Paris sous le numéro B 397 478 421, ci-après COMPAGNIE FINANCIERE DE DEAUVILLE, et ce dans les proportions suivantes:

- Monsieur Patrick Rochas, souscrit 1 (une) action et la libère intégralement par apport en numéraire de sorte que le montant de cent Euros (100,- EUR) se trouve à la disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément;

- Monsieur Thierry Leyne, souscrit 13.500 (treize mille cinq cents) actions et les libère intégralement par apport en nature de deux cent vingt-cinq mille (225.000) actions ayant une valeur nominale de cinq virgule cinquante-cinq Euros (5,55 EUR) par action de COMPAGNIE FINANCIERE DE DEAUVILLE.

Conformément à l'article 26 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les actions apportées ont fait l'objet d'un rapport daté du 17 juillet 2003, établi par MAZARS société anonyme, réviseur d'entreprises, ayant son siège social à rue Emile Bian, 5, à L-1235 Luxembourg, qui conclut comme suit:

Conclusion:

«Sur base des vérifications effectuées telle que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale et à la prime d'émission des actions de la société à émettre en contrepartie.»

En outre, il résulte d'un certificat émis en date du 22 juillet 2003 par les directeurs généraux de COMPAGNIE FINANCIERE DE DEAUVILLE que:

- Monsieur Thierry Leyne est le propriétaire des 225.000 actions COMPAGNIE FINANCIERE DE DEAUVILLE devant être apportées à LEA S.A., Luxembourg, en constitution;

- les actions sont entièrement libérées;

- les actions sont apportées par Thierry Leyne ayant un droit sur les actions et pouvant disposer de ces actions;

- aucune action n'est nantie de gage ou d'usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir ni de gager ou de démembrer la propriété des actions et aucune action n'est soumise à une saisie;

- il n'existe aucun droit de préemption ni aucun autre droit en vertu duquel une personne pourrait demander qu'une ou plusieurs actions lui soient transférées;

- en vertu du droit français, et des statuts de la société, les actions sont librement transférables;

- ces actions resteront bloquées et leur transfert de propriété au nom de LEA S.A. ne dépend que de la seule présentation d'un certificat notarié attestant de la constitution de LEA S.A.;

- toute formalité subséquente à l'apport en nature des actions de la Société produiront leurs effets sur réception par le notaire d'un certificat d'inscription au nom de LEA S.A. des 225.000 actions apportées, certificat établi par le teneur de comptes (teneur du registre des actionnaires) et valant titre de propriété en vertu du droit français et des statuts de la société.

La différence entre l'apport en nature d'un million cinq cent trente mille Euros (1.530.000,- EUR) et le capital social de la Société, libéré par cette apport, d'un million trois cent cinquante mille Euros (1.350.000,- EUR) soit cent quatre-vingt mille Euros (180.000,- EUR) sera portée à un compte de prime d'émission.

Lesdits rapport et certificat, après avoir été signés ne varietur par le mandataire des comparants et par le soussigné notaire, resteront annexés au présent acte afin d'être enregistrés avec ce dernier.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ dix-sept mille sept cents Euros (17.700,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants prénommés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2. Sont nommés administrateurs:

- a) Monsieur Patrick Rochas, administrateur de sociétés, né à Chatou (France), le 21 avril 1953, avec adresse professionnelle à L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian;

b) Monsieur Thierry Leyne, administrateur de sociétés, né à Boulogne Billancourt le 8 septembre 1965, demeurant à F-75016 Paris 16, 6, boulevard Suchet;

c) Madame Karen Besserat, employée privée, née à Casablanca (Maroc) le 21 août 1967, demeurant à F-75016 Paris 16, 6, boulevard Suchet.

3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

MAZARS, société anonyme, ayant son siège social à L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian, R. C. Luxembourg B 56.248.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2009.

5. Le siège social de la société est fixé à L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian.

6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à Monsieur Thierry Leyne prénommé.

Réunion du Conseil d'Administration

Ensuite les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, et acceptant leur nomination, ont désigné à l'unanimité, en conformité des pouvoirs leur conférés par les actionnaires, comme administrateur-délégué Monsieur Thierry Leyne prénommé.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé. M. Houssa, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2003, vol. 139S, fol. 94, case 8. – Reçu 15.301 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2003.

G. Lecuit.

(049284.3/220/197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2003.

B.N.S., BUSINESS NETWORK SYSTEM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

R. C. Luxembourg B 73.275.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue au siège social en date du 31 juillet 2003, que l'assemblée générale des actionnaires décide de révoquer, avec effet immédiat, le commissaire aux comptes, la société H. FAR & J. DOLE INC.

L'assemblée générale des actionnaires décide de nommer en tant que nouveau commissaire aux comptes, à dater du 31 juillet 2003, en remplacement de la société H. FAR & J. DOLE INC., Monsieur Richard Gauthrot, réviseur d'entreprises, établi à Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de 2005.

Pour extrait conforme

Pour la Société

M^e Ch. Antinori

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 2003, réf. LSO-AH02160. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(048129.3/000/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2003.

BGL FINANCE HOLDING S.A., Société Anonyme, (anc. GENERALE FINANCE LUXEMBOURG S.A.).

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 14.602.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2003, réf. LSO-AH00120, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2003.

BGL FINANCE HOLDING

Société Anonyme

D. Schroeder

(048842.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2003.

GARMOND S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 62.275.

L'an deux mille trois, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, en remplacement de son confrère empêché, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, lequel dernier reste dépositaire du présent acte.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée GARMOND S.A., ayant son siège social au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au R.C. Luxembourg B n° 62.275

constituée par acte reçu par le notaire Jacques Delvaux, de résidence à Luxembourg, le 8 décembre 1997, publié au Mémorial C numéro 206 du 02 avril 1998, et les statuts ont été modifiés par acte du même notaire en date du 2 août 2002, publié au Mémorial C de 2002, page 69.68,

avec un capital social de EUR 750.000,- (sept cent cinquante mille Euros), représenté par 375.000 (trois cent soixante-quinze mille) actions d'une valeur nominale de EUR 2,00 (deux Euros) chacune.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Marco Lagona, employé privé, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Pietro Feller, employé privé, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

L'Assemblée désigne comme scrutateur Madame Géraldine Vinciotti, employée privée, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente Assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les 375.000 (trois cent soixante-quinze mille) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente Assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1) Présentation:

A: du projet de fusion daté du 25 mars 2003, prévoyant l'absorption de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée CLARENDON S.A. en liquidation, ayant son siège social au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au R.C. Luxembourg B n° 62.269, (ci après nommée «la société absorbée»), par notre Société, la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de la société absorbée à notre Société, ledit projet de fusion annexé à la convocation ayant été publié au Mémorial, Recueil C numéro 401 en date du 12 avril 2003, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée;

B: des rapports écrits des conseils d'administration des sociétés fusionnantes, datés du 25 mars 2003, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange, et

C: du rapport écrit daté de l'expert indépendant, le réviseur d'entreprises, Mme Annette Eresch-Michels, demeurant à L-5832 Fentange-Plateau, 42, Hobuch, désigné par ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, présidente de la chambre commerciale.

2) Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

3) Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par absorption de la société absorbée par notre Société, aux conditions prévues par le projet de fusion, et plus particulièrement à ce sujet,

en échange de la totalité du transfert des actifs et passifs de la société absorbée, sans exception ni réserve, augmentation de capital d'un montant de EUR 34.084,- (trente-quatre mille quatre-vingt-quatre Euros),

pour porter le capital social de son montant actuel de EUR 750.000,- (sept cent cinquante mille Euros) à EUR 784.084,- (sept cent quatre-vingt-quatre mille quatre-vingt-quatre Euros),

par l'émission de 17.042 (dix-sept mille quarante-deux) actions nouvelles d'une valeur nominale EUR 2,- (deux Euros) par action.

Les 17.042 (dix-sept mille quarante-deux) actions nouvelles d'une valeur nominale EUR 2,- (deux Euros) chacune, émises en échange de la totalité du transfert des actifs et passifs de la société absorbée, sans exception ni réserve, sont à attribuer aux actionnaires de la société absorbée dans le rapport d'échange de 1,1 action nouvelle de notre société pour chaque action de la société absorbée, sans aucune soulte, le conseil d'administration avisant équitablement en cas de rompus, et les actions de la société absorbée seront annulées.

4) Modification de l'article 5 des statuts pour l'adapter aux décisions prises.

5) Constatation de la réalisation de la fusion à la date de la tenue de l'Assemblée Générale des actionnaires de notre Société approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

L'Assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour. Après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité et par vote séparé, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée des actionnaires constate que le conseil d'administration lui a présenté:

A: le projet de fusion daté du 25 mars 2003, prévoyant l'absorption de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée CLARENDON S.A. en liquidation, ayant son siège social au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au R.C. Luxembourg B n° 62.269, (ci après nommée «la société absorbée»), par notre Société, la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de la société absorbée à notre Société, ledit projet de fusion annexé à la convocation ayant été publié au Mémorial, Recueil C numéro 401 en date du 12 avril 2003, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée,

et dont une copie reste annexée, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, au présent acte.

B: les rapports écrits des conseils d'administration des sociétés fusionnantes, datés du 25 mars 2003, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange.

Ces rapports, après signature ne varietur par les comparants et le notaire, resteront annexés au présent acte.

C: le rapport écrit daté de l'expert indépendant, le réviseur d'entreprises, Mme Annette Eresch-Michels, demeurant à L-5832 Fentange-Plateau, 42, Hobuch, désigné par ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, présidente de la chambre commerciale.

Le rapport du réviseur d'entreprises conclut comme suit:

«Le projet de fusion approuvé par les Conseils d'Administration de GARMOND S.A. et le liquidateur de CLARENDON S.A. (en liquidation) répond aux conditions de l'article 261 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Sur la base des vérifications effectuées je n'ai pas d'observation à formuler sur les modalités de fusion. La méthode d'évaluation adoptée est adéquate en l'espèce et le rapport d'échange est pertinent et raisonnable.»

Le rapport, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, reste annexé au présent acte ensemble avec l'ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale, dont question ci-avant.

L'Assemblée, réunissant l'ensemble des actionnaires, déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de notre Société.

Deuxième résolution

L'Assemblée approuve le projet de fusion et décide de réaliser la fusion par absorption de la société absorbée par notre Société, aux conditions prévues par le projet de fusion, et plus particulièrement à ce sujet, en échange de la totalité du transfert des actifs et passifs de la société absorbée, sans exception ni réserve,

elle décide d'augmenter le capital d'un montant de EUR 34.084,- (trente-quatre mille quatre-vingt-quatre Euros), pour porter le capital social de son montant actuel de EUR 750.000,- (sept cent cinquante mille Euros) à EUR 784.084,- (sept cent quatre-vingt-quatre mille quatre-vingt-quatre Euros), par l'émission de 17.042 (dix-sept mille quarante-deux) actions nouvelles d'une valeur nominale EUR 2,- (deux Euros) par action.

et d'attribuer les 17.042 (dix-sept mille quarante-deux) actions nouvelles de notre Société aux actionnaires de la société absorbée, sans soulte, en appliquant le rapport d'échange suivant:

- 1,1 action de notre société (la société absorbante) pour chaque action de la société absorbée, le conseil d'administration avisant équitablement en cas de rompus,

les nouvelles actions étant à attribuer, conformément au et suivant les dispositions du projet de fusion, aux actionnaires de la société absorbée contre l'apport de l'universalité des actifs et passifs sans exception ni réserve de cette société absorbée plus amplement décrit dans le rapport du réviseur d'entreprises dont question ci-avant et annexé au présent acte, et l'annulation pure et simple des actions de la société absorbée.

Troisième résolution

L'Assemblée, suite à ce qui précède, décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital souscrit est fixé à EUR 784.084,- (sept cent quatre-vingt-quatre mille quatre-vingt-quatre Euros), par 392.042 (trois cent quatre-vingt-douze mille quarante-deux) actions d'une valeur nominale EUR 2,- (deux Euros) par action, toutes entièrement libérées».

Déclaration

En conformité avec l'article 271 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, le notaire soussigné déclare avoir vérifié et certifié l'existence de la légalité des actes et formalités incombant à la société absorbante (notre Société) et du projet de fusion.

Quatrième résolution

Vu l'approbation de la fusion par les sociétés absorbée, l'Assemblée constate la réalisation de la fusion à la date de la tenue de la présente Assemblée Générale approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'Assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société au présent acte, est estimé à EUR 2.500,-.

Les parties déclarent que la présente opération de fusion a été faite en exonération du droit d'apport conformément à l'article 4-1 de la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés commerciales.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Lagona, P. Feller, G. Vinciotti, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 juillet 2003, vol. 18CS, fol. 23, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2003.

J. Delvaux.

(048698.4/208/143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2003.

GARMOND S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 62.275.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 juillet 2003, actée sous le n° 457 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux.

(048702.3/208/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2003.

CLARENDON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 62.269.

L'an deux mille trois, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, en remplacement de son confrère empêché, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, lequel dernier reste dépositaire du présent acte.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme luxembourgeoise dénommée CLARENDON S.A. en liquidation, ayant son siège social au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au R.C. Luxembourg B n° 62.269

constituée par acte reçu par le notaire Jacques Delvaux, de résidence à Luxembourg, le 8 décembre 1997, publié au Mémorial C numéro 205 du 2 avril 1998, les statuts ont été modifiés par acte du même notaire en date du 6 mars 2002, publié au Mémorial C de 2002, page 45.100, et la société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le même notaire en date du 30 septembre 2002, publié au Mémorial C de 2002, page 77.951,

avec un capital social de EUR 30.986,- (trente mille neuf cent quatre-vingt-six Euros), divisé en 15.493 (quinze mille quatre cent quatre-vingt-treize) actions de EUR 2,- (deux Euros) chacune;

L'Assemblée est présidée par Monsieur Marco Lagona, employé privé, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Pietro Feller, employé privé, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

L'Assemblée désigne comme scrutateur Madame Géraldine Vinciotti, employée privée, 19-21, bd du Prince Henri, Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente Assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les 15.493 actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente Assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1) Présentation:

A: du projet de fusion daté du 25 mars 2003, prévoyant l'absorption de notre Société par la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée GARMOND S.A., ayant son siège social au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au R.C. Luxembourg B n° 62.275 (ci-après nommée «la société absorbante»), la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de notre société à la société absorbante, ledit projet de fusion ayant été publié au Mémorial, Recueil C numéro 401 en date du 12 avril 2003, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée;

B: des rapports écrits des conseils d'administration des sociétés fusionnantes, datés du 25 mars 2003, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange, et

C: du rapport écrit daté de l'expert indépendant, le réviseur d'entreprises, Mme Annette Eresch-Michels, demeurant à L-5832 Fentange-Plateau, 42, Hobuch, désigné par ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, présidente de la chambre commerciale.

2) Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

3) Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par absorption de notre Société par la société absorbante aux conditions prévues par le projet de fusion,

notamment par l'échange de toutes les actions de notre Société contre des actions nouvelles de la société absorbante dans le rapport d'échange de 1,1 action nouvelle de la société absorbante pour chaque action existante de notre société, sans soulte, et par le transfert de tous les actifs et passifs de notre Société à la société absorbante et dissolution sans liquidation de notre Société comme suite de la fusion.

4) Décharge à accorder aux administrateurs et commissaires de notre Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs ainsi qu'à l'expert indépendant.

5) Détermination du lieu de conservation pendant le délai légal des documents sociaux de notre Société.

Le tout sous la condition suspensive de l'approbation du même projet de fusion et de la réalisation de cette fusion aux conditions prévues par le dit projet de fusion, c.à.d. à la date de la dernière Assemblée Générale de la société absorbante, adoptant la fusion, et l'attribution aux actionnaires de notre Société d'actions de la société absorbante, dans le rapport d'échange de 1,1 action nouvelle de la société absorbante pour chaque action existante de notre société.

L'Assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité et par vote séparé, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée des actionnaires constate que le conseil d'administration lui a présenté:

A: le projet de fusion daté du 25 mars 2003, prévoyant l'absorption de notre Société par la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée GARMOND S.A., ayant son siège social au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au R.C. Luxembourg B n° 62.275 (ci-après nommée «la société absorbante»), la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de notre société à la société absorbante, ledit projet de fusion ayant été publié au Mémorial, Recueil C numéro 401 en date du 12 avril 2003, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 tel que modifiée,

et dont une copie reste annexée, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, au présent acte.

B: les rapports écrits des conseils d'administration des sociétés fusionnantes, datés du 25 mars 2003, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange.

Ces rapports, après signature ne varietur par les comparants et le notaire, resteront annexés au présent acte.

C: le rapport écrit daté de l'expert indépendant, le réviseur d'entreprises, Mme Annette Eresch-Michels, demeurant à L-5832 Fentange-Plateau, 42, Hobuch, désigné par ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, présidente de la chambre commerciale.

Le rapport du réviseur d'entreprises conclut comme suit:

«Le projet de fusion approuvé par les Conseils d'Administration de GARMOND S.A. et le liquidateur de CLARENDON S.A. (en liquidation) répond aux conditions de l'article 261 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Sur la base des vérifications effectuées je n'ai pas d'observation à formuler sur les modalités de fusion. La méthode d'évaluation adoptée est adéquate en l'espèce et le rapport d'échange est pertinent et raisonnable.»

Le rapport, après signature ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, reste annexé au présent acte ensemble avec l'ordonnance de la 1^{ère} vice-présidente du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale, dont question ci-avant.

L'Assemblée, réunissant l'ensemble des actionnaires, déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social de notre Société.

Deuxième résolution

L'Assemblée approuve le projet de fusion et décide de réaliser la fusion par absorption de notre Société par la société absorbante aux conditions prévues par le projet de fusion,

notamment par l'échange de toutes les actions de notre Société contre des actions nouvelles de la société absorbante dans le rapport d'échange de 1,1 action nouvelle de la société absorbante pour chaque action existante de notre société, sans soulte,

et par le transfert de tous les actifs et passifs de notre Société plus amplement décrits dans le rapport du réviseur d'entreprises dont question ci-avant et annexé au présent acte, à la société absorbante,

et dissolution sans liquidation de notre Société comme suite de la fusion.

Troisième résolution

Du point de vue comptable, les opérations de notre Société sont considérées comme accomplies pour compte de la société absorbante, à partir du 1^{er} janvier 2003, et tous les bénéfices ou pertes réalisés pour compte de la société absorbante.

Déclaration

En conformité avec l'article 271 de la loi sur les sociétés telle que modifiée, le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société absorbée et du projet de fusion.

Quatrième résolution

L'Assemblée accorde décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exécution de leurs mandats respectifs, ainsi qu'au liquidateur et à l'expert indépendant.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide que de conserver, pendant le délai de 5 ans, les documents sociaux de la Société, au siège de la société absorbante.

Condition suspensive

Les présentes résolutions sont prises sous la condition suspensive de l'approbation du même projet de fusion et de la réalisation de cette fusion aux conditions prévues par le dit projet de fusion par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société absorbante et l'attribution aux actionnaires de notre Société, d'actions de la société absorbante dans le rapport d'échange de 1,1 actions nouvelles de la société absorbante, émises dans le cadre d'une augmentation de capital de cette société absorbante, pour 1 action de notre Société.

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'Assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société aux résolutions prises à la présente Assemblée, est estimé à EUR 1.400,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Lagona, P. Feller, G. Vinciotti, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 juillet 2003, vol. 18CS, fol. 23, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2003.

J. Delvaux.

(048699.2/208/134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2003.

AREPO SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 71.386.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 4 août 2003, réf. LSO-AH00352, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2003.

Les administrateurs ci-après ont été réélus par l'assemblée générale ordinaire du 2 avril 2003 et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2004

Tino Rampazzi, Zurich

Raymond Melchers, Luxembourg

Germain Trichies, Luxembourg

KPMG AUDIT, Luxembourg a été réélue comme réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2003.

Certifié sincère et conforme

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A.

M. Märtens / H. Kuss

Enregistré à Luxembourg, le 4 août 2003, réf. LSO-AH00349. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(048500.3/736/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2003.

E OPPENHEIMER & SON (LUXEMBOURG) LIMITED, Société Anonyme.

Registered office: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R. C. Luxembourg B 48.123.

—
In the year two thousand and three, on the first of August.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the company established in Luxembourg under the denomination of E OPPENHEIMER & SON (LUXEMBOURG) LIMITED, R. C. Luxembourg B 48,123, originally incorporated under the denomination of CENTRAL SERVICES pursuant to a deed of the undersigned notary dated 17th June 1994 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 433 of 4th November 1994.

The Articles of Incorporation have been amended several times and lastly pursuant to a deed of the undersigned notary dated 29th May 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 1167 of 2nd August 2002.

The meeting begins at five p.m., Mr Paul Krzysica, company secretary, residing at Huncherange, being in the Chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing at Mamer.

The meeting elects as scrutineer Mr Marc Prospert, maître en droit, residing at Bertrange.

The Chairman then states that:

I.- It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that the four hundred thousand (400,000) shares having a par value of two Euros (EUR 2.-) each, representing the total capital of eight hundred thousand Euros (EUR 800,000.-) are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notices, all the shareholders represented at the meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by the shareholders all represented at the meeting, shall remain attached to the present deed together with the proxies and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II.- The agenda of the meeting is worded as follows:

1. Increase of the issued share capital by an amount of EUR 500,000.- by the creation and issue of 250,000 new shares with a par value of EUR 2.- each.

2. Reintroduction of an authorised capital of EUR 5,000,000.-.

3. Subsequent amendment of Articles 5.1., 5.2. and 6.1 of the Articles of Incorporation.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passes, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

First resolution

The share capital is increased by an amount of EUR 500,000.-, so as to raise it from its present amount of EUR 800,000.- to EUR 1,300,000.- by the creation and issue of 250,000 new shares with a par value of EUR 2.- each.

These new shares have been entirely subscribed by the present shareholders at the prorata of their participation in the Company and they have been entirely paid up in cash, as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Second resolution

It is resolved to reintroduce an authorised capital of EUR 5,000,000.- and to authorise the Board to issue further shares within the frame of the authorised capital during a period of five years running from the publication of the present deed in the «Mémorial».

Third resolution

As a consequence of the two preceding resolutions, Articles 5.1., 5.2 and 6.1. of the Company's Articles of Incorporation are amended and shall henceforth read as follows:

«5.1. The Company has an issued capital of one million and three hundred thousand Euros (EUR 1,300,000.00), divided into six hundred and fifty thousand (650,000) shares having a par value of two Euros (EUR 2.00) each, all of which have been fully paid up in cash or in kind.

5.2. The Company has an authorised capital of five million Euros (EUR 5,000,000.00), divided into two million and five hundred thousand (2,500,000) shares having a par value of two Euros (EUR 2.00) each.»

«6.1. The Board is hereby authorised to issue further shares so as to bring the total issued capital of the Company up to the total authorised capital in whole or in part from time to time as it in its discretion may determine and to accept subscriptions for such shares within a period expiring on the fifth anniversary of the publication of the deed of August 1, 2003 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The period or extent of this authority may be extended by the Shareholders in Extraordinary General Meeting (as defined in Article 11) from time to time.»

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at five-thirty p.m.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the persons appearing, said persons signed with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le premier août.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de E OPPENHEIMER & SON (LUXEMBOURG) LIMITED, R. C. Luxembourg B 48.123, originellement constituée sous la dénomination de CENTRAL SERVICES suivant acte reçu par le notaire instrumentaire le 17 juin 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 433 du 4 novembre 1994.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 29 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1167 du 2 août 2002.

La séance est ouverte à dix-sept heures sous la présidence de Monsieur Paul Krzysica, secrétaire de société, demeurant à Huncherange.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant à Mamer.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc Prospert, maître en droit, demeurant à Bertrange.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les quatre cent mille (400.000) actions d'une valeur nominale de deux Euros (EUR 2,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de huit cent mille Euros (EUR 400.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocation préalable après avoir pris connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 500.000,- par la création et l'émission de 250.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 2,- chacune.

- Souscription et libération en espèces.

2. Réintroduction d'un capital autorisé de EUR 5.000.000,-.

3. Modification subséquente des articles 5.1., 5.2. et 6.1. des statuts.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, aborde l'ordre du jour et prend, après délibération, à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de EUR 500.000,- pour le porter de son montant actuel de EUR 800.000,- à EUR 1.300.000,- par la création et l'émission de 250.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 2,- chacune.

Ces actions nouvelles ont été entièrement souscrites par les actionnaires actuels au prorata de leur participation dans la Société et elles ont été entièrement libérées en espèces, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Deuxième résolution

Il est décidé de réintroduire un capital autorisé de EUR 5.000.000,- et d'autoriser le Conseil d'Administration à émettre des actions supplémentaires dans le cadre du capital autorisé pour une période de cinq ans à partir de la date de publication du présent acte au Mémorial.

Troisième résolution

En conséquence des deux résolutions qui précèdent, les articles 5.1, 5.2. et 6.1 des statuts sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

«5.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à un million trois cent mille euros (EUR 1.300.000,00), divisé en six cent cinquante mille (650.000) actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,00) chacune, toutes intégralement libérées en espèces ou en nature.

5.2. Le capital autorisé de la Société est établi à cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,00), divisé en deux millions cinq cent mille (2.500.000) actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,00) chacune.»

«6.1 Le Conseil est autorisé à émettre des actions supplémentaires de façon ce que le total du capital social souscrit et émis de la société atteigne le total du capital autorisé, en une fois ou en tranches successives à la seule discrétion du Conseil et à accepter des souscriptions pour ces actions endéans un délai expirant au cinquième anniversaire de la publication de l'acte du 1^{er} août 2003 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. La durée ou l'extension de ce pouvoir peut être prolongée de temps en temps par les actionnaires en Assemblée Générale Extraordinaire (telle que définie à l'article 11).»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à dix-sept heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Krzysica, F. Stolz-Page, M. Prospert, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2003, vol. 18CS, fol. 41, case 8. – Reçu 5.000 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2003.

A. Schwachtgen.

(048860.3/230/132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

**E OPPENHEIMER & SON (LUXEMBOURG) LIMITED, Société Anonyme,
(anc. CENTRAL SERVICES).**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R. C. Luxembourg B 48.123.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1000 du 1^{er} août 2003 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(048862.3/230/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

**LSF-KEB CAPITAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. LSF GSW, S.à r.l.).**

Registered office: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 90.485.

In the year two thousand and three, on the fourth day of August.

Before Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

LONE STAR FUND IV (U.S.), L.P., established at 717, North Harwood Street, Suite 2200 Dallas, Texas 75201, USA, registered with Delaware Secretary of State, Division of Corporations under the number 3387198, represented by Mr Benjamin D. Velvin III, acting in his capacity as Vice President of LONE STAR MANAGEMENT CO. IV, Ltd, as general partner of LONE STAR PARTNERS IV, L.P., as general partner of LONE STAR FUND IV (U.S.), L.P.,

here represented by Ms Francine Ewers, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Dallas, Texas, on 31st July, 2003.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, representing the entire share capital of the limited liability company (société à responsabilité limitée) denominated LSF GSW, S.à r.l., (the Company), established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 8, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 18th December, 2002, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 90.485, has requested the undersigned notary to record that:

I. The sole shareholder representing the entirety of the share capital is represented.

II. The Agenda is the following:

1. Decision to change the name of the Company.

2. Amendment of article 4 of the articles of association.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that it takes the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to change the name of the Company. The Company shall henceforth take the name of LSF-KEB CAPITAL, S.à r.l.

Second resolution

As a consequence of the first resolution, article 4 of the articles of association will henceforth read, in its English version, as follows:

«**Art. 4.** The Company will have the name of LSF-KEB CAPITAL, S.à r.l.»

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the year and date first written above.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

This document having been read to the proxyholder of the appearing party, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le quatre août.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

LONE STAR FUND IV (U.S.), L.P., établie à 717, North Harwood Street, Suite 2200 Dallas, Texas 75201, USA, enregistrée au Delaware Secretary of State sous le numéro 3387198, Division of Corporations, représentée par M. Benjamin D. Velvin III, dans sa qualité de Vice Président de LONE STAR MANAGEMENT CO. IV, Ltd, en tant que general partner de LONE STAR PARTNERS IV (U.S.), L.P.,

ici représentée par Maître Francine Ewers, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Dallas, Texas, le 31 juillet 2003.

Ladite procuration, après signature ne varietur par la mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentant la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée LSF GSW, S.à r.l., (la Société), organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 8, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, constituée selon acte du notaire instrumentaire du 18 décembre 2002, enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.485, a requis le notaire soussigné d'acter que:

I. L'associé représentant la totalité du capital social est représenté.

II. L'agenda est le suivant:

1. Décision de modifier le nom de la Société.

2. Modification de l'article 4 des statuts.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter qu'elle prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de modifier le nom de la Société. La Société prendra dorénavant le nom de LSF-KEB CAPITAL, S.à r.l.

Seconde résolution

Suite à la première résolution, l'article 4 des statuts prendra dorénavant, dans sa version Française, la teneur suivante:

«**Art. 4.** La Société prend la dénomination de LSF-KEB CAPITAL, S.à r.l.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la prédite partie comparante, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Ewers, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2003, vol. 18CS, fol. 41, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2003.

A. Schwachtgen.

(048864.3/230/81) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

**LSF-KEB CAPITAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. LSF GSW, S.à r.l.).**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 90.485.

Statuts coordonnés suivant l'acte N° 1011 du 4 août 2003 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(048865.3/230/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

SIXTON HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 66.243.

Statuts coordonnés suite à un constat d'augmentation du capital acté sous le numéro 623/2001 en date du 6 août 2001 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux.

(049124.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

FIPARIN, FINANCIERE DE PARTICIPATIONS INTERNATIONALES, Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 19.687.

L'an deux mille trois, le vingt et un juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding FINANCIERE DE PARTICIPATIONS INTERNATIONALES, en abrégé FIPARIN, avec siège social à L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte Neuve, 29, constituée suivant acte notarié du 23 août 1982, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 275, du 29 octobre 1982, les statuts ayant été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte notarié du 25 juin 2002, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 1317, du 11 septembre 2002.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Mademoiselle Deborah Buffone, employée privée, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à Chantemelle (Belgique).

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Caroline Meyers, employée privée, demeurant à Contern.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Suppression de la valeur nominale des actions.
2. Conversion de la monnaie d'expression du capital de US Dollar (USD) en Euro (EUR). Changement également de la monnaie d'expression de tous les comptes de la société de Dollars des Etats-Unis (USD) en Euro (EUR).
3. Réintroduction d'une valeur nominale.
4. Transformation des actions au porteur en actions nominatives.
5. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.
6. Transfert du siège social de la société de L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte Neuve, à L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.
7. Acceptation de la démission des administrateurs actuels de la société avec décharge entière et définitive.
8. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes actuel de la société avec décharge entière et définitive avec effet en date du 8 avril 2003.
9. Nomination de nouveaux administrateurs:
 - Monsieur Claude Beffort;
 - Monsieur Christian Tailleux;
 - Mademoiselle Deborah Buffone.
10. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes: IB MANAGEMENT SERVICES S.A., avec effet en date du 8 avril 2003.
11. Changement de l'objet social de la société afin de lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.»
12. Modification subséquente de l'article 4 des statuts.
13. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de changer la monnaie d'expression du capital social de dollars des Etats-Unis (USD) en Euros (EUR) au taux de change égal à 0,89 EUR pour 1,- USD applicable au 18 juillet 2003 et, sur base du cours pré-indiqué.

La preuve du cours existant entre le dollar des Etats-Unis et l'euro au 18 juillet 2003 a été rapportée au notaire instrumentant.

L'Assemblée décide également de changer tous les comptes dans les livres de la société de Dollars des Etats-Unis en Euros.

Suite à cette conversion, le capital social est fixé à cinq cent soixante-neuf mille six cents Euros (569.600,- EUR) représenté par six mille quatre cents (6.400) actions sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de rétablir une valeur nominale de quatre-vingt-neuf Euros (89,- EUR) par action.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de convertir l'ensemble des actions actuellement au porteur en actions nominatives, les administrateurs de la société étant chargés de procéder à l'élimination de ces actions aux porteurs ainsi que de la formalité d'inscription de la présente opération dans le registre des actionnaires de la société.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital social de la société est fixé à représenté par cinq cent soixante-neuf mille six cents Euros (569.600,- EUR) représenté par six mille quatre cents (6.400) actions d'une valeur nominale de quatre-vingt-neuf Euros (89,- EUR) chacune.»

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la société de L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte Neuve, à L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.

Septième résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission des administrateurs actuels de la société, à savoir:

- Monsieur Nadhmi Auchy, administrateur de société, né à Bagdad le 11 juin 1937, demeurant professionnellement à L-2227 Luxembourg, 29, avenue Porte Neuve;
 - Monsieur Nasir Abid, administrateur de société, né à Al Majar El Kabir (Irak) le 1^{er} juillet 1945, demeurant professionnellement à avenue de la Porte Neuve, 29, à L-2227 Luxembourg;
 - Monsieur Guy Glesener, administrateur de société, né à Luxembourg le 2 décembre 1946, demeurant professionnellement à avenue de la Porte Neuve, 29, à L-2227 Luxembourg;
- et de leur donner pleine et entière décharge pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Huitième résolution

L'assemblée générale constate la démission du commissaire aux comptes, MONTBRUN REVISION, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg, à compter du 8 avril 2003 et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'au 8 avril 2003.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer trois nouveaux administrateurs, leurs mandats venant à échéance lors de l'assemblée générale de l'année 2009:

- Monsieur Claude Beffort, employé privé, né à Luxembourg, le 20 mars 1962, demeurant à L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.
- Monsieur Christian Tailleux, Directeur Général, né à Metz, le 17 mai 1967, demeurant à L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.
- Mademoiselle Deborah Buffone, employée privée, née à Luxembourg, le 11 février 1977, demeurant à L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer un nouveau commissaire aux comptes, avec effet au 8 avril 2003, son mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale de l'année 2008:

IB MANAGEMENT SERVICES S.A., une société de droit luxembourgeois constituée sous la dénomination de EQUITY TRUST LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo, inscrite au Registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 47.699.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale décide de changer l'objet social de la société d'une Holding «H 29» en une «Soparfi», et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le

développement de ces participations. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ huit cents Euros (800,- EUR).

Dont acte, fait et passé date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. Buffone, A. Braquet, C. Meyers, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2003, vol. 139S, fol. 85, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2003.

G. Lecuit.

(048917.3/220/145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

FIPARIN, FINANCIERE DE PARTICIPATIONS INTERNATIONALES, Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.

R. C. Luxembourg B 19.687.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2003.

G. Lecuit.

(048920.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

IMMOGRIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1924 Luxembourg, 43, rue Emile Lavandier.

R. C. Luxembourg B 42.089.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24 juillet 2003

Il résulte que les administrateurs:

- M. Georges Cloos, docteur en droit, Mondorf-les-Bains;
- M. Robert Elvinger, expert-comptable, Luxembourg;
- M. Romain Schumacher, comptable, Olm, et

le commissaire aux comptes:

- M. John Kartheiser, fiscaliste, Luxembourg
- ont donné leur démission avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour copie conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 août 2003, réf. LSO-AH00886. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(049383.3/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2003.

IMMOGRIM S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 42.089.

Dénonciation de siège

M. Georges Cloos, résilie le contrat de domiciliation avec la société IMMOGRIM S.A. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 28 juillet 2003.

M^e G. Cloos.

Enregistré à Luxembourg, le 5 août 2003, réf. LSO-AH00887. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(049387.2//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2003.

CYNOSURE INTERNATIONAL (C.I.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 79.031.

L'an deux mille trois, le quatre juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CYNOSURE INTERNATIONAL (C.I.) S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sarnem, en remplacement du notaire instrumentant, en date du 31 octobre 2000, publié au Mémorial, Recueil C numéro 430 du 12 juin 2001, dont les statuts furent modifiés suivant acte du notaire Gérard Lecuit, alors de résidence à Hespérange, en date du 23 janvier 2002, publié au Mémorial, Recueil C numéro 844 du 4 juin 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Mademoiselle Rosanna Garbin, employée, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Mme Caroline Meyers, employée privée, demeurant à Contern.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Décision d'augmenter le capital à concurrence de cent quatre-vingt-cinq mille euros (185.000,- EUR) pour le porter de deux cent vingt mille euros (220.000,- EUR) à quatre cent cinq mille euros (405.000,- EUR) par la création et l'émission de cent quatre-vingt-cinq (185) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

2. Modification afférente de l'article 5 des statuts.

3. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de cent quatre-vingt-cinq mille euros (185.000,- EUR) pour le porter de deux cent vingt mille euros (220.000,- EUR) à quatre cent cinq mille euros (405.000,- EUR) par la création et l'émission de cent quatre-vingt-cinq (185) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription et libération

L'actionnaire minoritaire ayant renoncé à son droit de souscription préférentiel, est alors intervenue aux présentes: ECO INVEST S.A., ayant son siège social à Niue, ici représentée par Mademoiselle Rosanna Garbin, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 18 juin 2003, laquelle société déclare souscrire les cent quatre-vingt-cinq (185) actions nouvelles et les libérer intégralement moyennant versement en espèces de sorte que la somme de cent quatre-vingt-cinq mille euros (185.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ce qui a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Deuxième résolution

Suite à ce qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à quatre cent cinq mille euros (405.000,- EUR) représenté par quatre cent cinq (405) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes est évalué à environ trois mille trois cents euros (3.300,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Garbin, C. Meyers, A. Braquet, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2003, vol. 139S, fol. 66, case 3. – Reçu 1.850 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2003.

G. Lecuit.

(048922.3/220/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

CYNOSURE INTERNATIONA (C.I.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 79.031.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2003.

G. Lecuit.

(048924.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

DIEDRE, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 95.133.

STATUTS

L'an deux mil trois, le vingt-quatre juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. FIDCORP LIMITED, ayant son siège social à Gibraltar, Watergardens 6, Suite 24, ici représentée par Melle Gentiane Preaux, employée privée, demeurant à Luxembourg, spécialement mandaté/e à cet effet par procuration en date du 24 juillet 2003.
 2. Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à L-5322 Contern, 10, Op der Haan-gels, ici représenté par Monsieur Luc Hansen, ci-après nommé, spécialement mandaté/e à cet effet par procuration en date du 16 juillet 2003.
 - 3.- Monsieur Luc Hansen, licencié en administration des affaires, demeurant à L-8283 Kehlen, 6, rue Schaarfeneck.
- Les prédites procurations, paraphées ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.
- Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de DIEDRE.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autre-

ment, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 310.000 (trois cent dix mille euros) qui sera représenté par 3.100 (trois mille cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 24 juillet 2008, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un

seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier lundi du mois de juin à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 20% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier avril et finit le trente et un mars de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 mars 2004.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2004.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et paiement

Les 310 (trois cent dix) actions ont été souscrites comme suit par:

<i>Souscripteurs</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant souscrit et libéré en EUR</i>
1. FIDCORP LIMITED, prédésignée	308	30.800
2. M. John Seil, prénommé.	1	100
3. M. Luc Hansen, prénommé	1	100
Totaux:	310	31.000

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 31.000 (trente et un mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille deux cent cinquante Euros (1.250,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social:

1. Monsieur Gerdy Roose, né le 14 février 1966 à Wevelgem (Belgique), fiscaliste, demeurant à L-Mondorf les Bains, 6, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

2. Monsieur Thierry Fleming, né le 24 juillet 1948 à Luxembourg, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à L-8253 Mamer, 33, rue des Merisiers.

3. Monsieur Claude Zimmer, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg, maître en sciences économiques, demeurant à Luxembourg, 3, rue Nicolas Margue.

Monsieur Claude Zimmer, prénommé est nommé aux fonctions de président du conseil d'administration.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social: AUDIEX S.A., ayant son siège au 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg, R. C. Luxembourg B 65.469.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Quatrième résolution

L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Preaux, L. Hansen, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2003, vol. 139S, fol. 94, case 7. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2003.

G. Lecuit.

(049286.3/220/203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2003.

SCF EUROPEAN PARTICIPATIONS I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 66.859.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 1^{er} août 2003 que:

- Les administrateurs prennent acte de la démission avec effet au 31 juillet 2003 de M. Rui Fernandes Da Costa, employé privé, né le 2 mai 1974 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant à L-7321 Steinsel, 4, rue des Fraises, en tant qu'administrateur de la société;

- Les administrateurs décident à l'unanimité de coopter avec effet immédiat TMF CORPORATE SERVICES S.A., société anonyme, enregistrée au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous n° B 84.993, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. TMF CORPORATE SERVICES S.A. achèvera le mandat de son prédécesseur et sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 1^{er} août 2003.

Pour avis conforme

M. Kohl

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 2003, réf. LSO-AH02181. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(048668.3/805/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2003.

JMH CONSTRUCTION CHEMICALS LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 90.927.

In the year two thousand three, on the third of July.
Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

JMH (UK) LIMITED, a company incorporated under the laws of the United Kingdom, with registered office at 1, Grosvenor Crescent, Belgravia, London, SW1X 7EF, United Kingdom, registered in the British Companies Register under the number 4385584,

here represented by Mr Laurent Fisch, lawyer, residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy given on June 25, 2003.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that it is the sole actual shareholder of JMH CONSTRUCTION CHEMICALS LUXEMBOURG, S.à r.l., a société à responsabilité limitée unipersonnelle, incorporated by deed of the notary Marc Lecuit, residing in Redange/Attert in replacement of the undersigned notary on the 18th December 2002, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations;

- that the sole shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the subscribed capital by an amount of two million eight hundred thirty-seven thousand five hundred euro (2,837,500.- EUR) to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR) to two million eight hundred and fifty thousand euro (2,850,000.- EUR) by the issuance of twenty-two thousand seven hundred (22,700) new shares with a par value of one hundred and twenty-five euro (125.- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The sole shareholder, represented as stated hereabove, declares to subscribe for the twenty-two thousand seven hundred (22,700) new shares and to have them fully paid up by contribution in kind of three (3) shares of a par value of one thousand euro (1,000.- EUR) each, representing 16.67% of the shares of the company FOSROC INVESTMENT HOLDINGS B.V., a company existing under the laws of the Netherlands and having its registered office at NL-3012 NJ Rotterdam, Weena 336, The Netherlands.

The existence and the value of the said shares is evidenced in a report established by ERNST & YOUNG S.A., réviseur d'entreprises, having its registered office in Luxembourg, on July 3, 2003, concluding as follows:

«IV: Conclusion:

Based on the work performed and described above, we have no observation to mention on the value of the contribution in kind which corresponds at least in number and in nominal value to the shares to be issued.»

Furthermore, it results from a certificate issued on June 25, 2003 by the management of FOSROC INVESTMENT HOLDINGS B.V., that:

«- According to the Company's Register of Shareholders, JMH (UK) LIMITED is the owner of 3 shares of the Company (the «Shares»), being 16.67% of the Company's total issued share capital;

- The Shares are fully paid-up;

- JMH (UK) LIMITED is the entity solely entitled to the shares and possessing the power to dispose of the shares;

- According to the Company's Register of Shareholders, none of the shares are encumbered with any pledge or usufruct, there exist no right to acquire any pledge or usufruct on the shares and none of the shares are subject to any attachment;

- There exist no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the shares be transferred to him;

- According to the Dutch law and the articles of association of the company, such shares are freely transferable, provide that the stipulations of articles 5 and 6 of the articles of association of the Company and article 2:195 and 2:195a of the Dutch Civil law are complied with.

- All formalities subsequent to the contribution in kind of the shares of the company, required in The Netherlands, will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind.

- The undersigned has taken notice of the fact that the surplus between the nominal value of the shares to be issued and the value of the contribution in kind, if any, will be transferred to a share premium account.»

Such certificate with the said auditor report, after signature *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated hereabove, declares that on March 6, 2003, JMH CONSTRUCTION CHEMICALS LUXEMBOURG, S.à r.l., bought 15 shares out of the 18 shares of the company FOSROC INVESTMENT HOLDINGS B.V., and therefore, pursuant to the present deed, became owner of all the shares of the said company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the sole shareholder decides to amend the first paragraph of article 6 of the articles of incorporation, which will henceforth have the following wording:

«**Art. 6. First paragraph.** The Company's corporate capital is fixed at two million eight hundred and fifty thousand euro (2,850,000.- EUR) represented by twenty-two thousand eight hundred (22,800) shares with a par value of one hundred twenty-five euro (125.- EUR) each, all fully paid-up and subscribed.»

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

Insofar as the contribution in kind results in JMH CONSTRUCTION CHEMICALS LUXEMBOURG, S.à r.l., holding more than 65% (sixty-five per cent), of the shares issued by a Company incorporated in the European Union, in specie 100% (16.67 by virtue of the present deed and 83.33 before the present deed) of the shares issued by a Company incorporated in the European Union, the Company refers to Articles 4-2 of the law dated December 29, 1971, which provides for capital exemption.

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately three thousand euro (3,000.- EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le trois juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

JMH (UK) LIMITED, une société de droit anglais, ayant son siège social à 1, Grosvenor Crescent, Belgravia, London, SW1X 7EF, Royaume-Uni, inscrite au Registre de Commerce du Royaume Uni, sous le numéro 4385584, ici représentée par Monsieur Laurent Fisch, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 25 juin 2003.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

laquelle, représentée comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société JMH CONSTRUCTION CHEMICALS LUXEMBOURG, S.à r.l., société à responsabilité limitée unipersonnelle, constituée suivant acte du notaire Marc Lecuit de résidence à Redange/Attert, agissant en remplacement du notaire instrumentant, en date du 18 décembre 2002, en voie de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

- Qu'elle a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions huit cent trente-sept mille cinq cents euros (2.837.500,- EUR) pour porter son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à deux millions huit cent cinquante mille euros (2.850.000,- EUR) par l'émission de vingt-deux mille sept cents (22.700) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Libération

L'associé unique déclare souscrire les vingt-deux mille sept cents (22.700) parts sociales nouvelles et les libérer moyennant apport en nature de trois (3) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune, représentant 16,67% des parts sociales de la société FOSROC INVESTMENT HOLDINGS B.V., une société de droit des Pays-Bas, et ayant son siège social à NL-3012 NJ Rotterdam, Pays-Bas, Weena 336.

L'existence et la valeur desdites parts sociales a été justifiée au notaire instrumentant dans un rapport établi par ERNST & YOUNG S.A., Réviseur d'Entreprises à Luxembourg, en date du 3 juillet 2003, qui conclut comme suit:

«VI Conclusion:

Based on the work performed and described above, we have no observation to mention on the value of the contribution in kind which corresponds at least in number and in nominal value to the shares to be issued.»

Il résulte en outre d'un certificat émis en date du 25 juin 2003 par la gérance de FOSROC INVESTMENT HOLDINGS B.V., que:

«- Selon le registre des associés de la société, JMH (UK) LIMITED est propriétaire de 3 parts sociales de FOSROC INVESTMENT HOLDINGS B.V., soit 16,67% du capital social total.

- Les parts sociales apportées sont entièrement libérées;

- JMH (UK) LIMITED est le seul ayant droit sur ces parts sociales et ayant les pouvoirs d'en disposer;

- Selon le registre des associés de la société aucune des parts sociales n'est grevée de gage ou d'usufruit, qu'il n'existe aucun droit à acquérir un tel gage ou usufruit et qu'aucune des parts sociales n'est sujette à saisie.

- Il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit de s'en voir attribuer une ou plusieurs;

- Selon la loi néerlandaise et les statuts de la société, ces parts sociales sont librement transmissibles, à condition que les stipulations des articles 5 et 6 des statuts de la société et les articles 2:195 et 2:195a du Code Civil Néerlandais soient respectées;

- Toutes les formalités subséquentes à l'apport en nature des parts sociales de la société, requises aux Pays-Bas, seront effectuées dès réception d'une copie conforme de l'acte notarié documentant le dit apport en nature.

- Le soussigné a pris acte du fait que la différence entre la valeur nominale des parts sociales émises et la valeur de l'apport en nature sera portée à un compte de prime d'émission.»

Ce certificat ainsi que le rapport du Réviseur d'Entreprises, après signature ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui.

La partie comparante, représentée comme dit ci-avant déclare, qu'en date du 6 mars 2003, la société JMH CONSTRUCTION CHEMICALS LUXEMBOURG, S.à r.l., a acquis 15 parts sociales des 18 parts sociales de la société FOSROC INVESTMENT HOLDINGS B.V., et par conséquent, en vertu du présent acte devient propriétaire de la totalité des parts sociales de cette société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'associé unique déclare modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts comme suit:

«**Art. 6. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à deux millions huit cent cinquante mille euros (2.850.000,- EUR) représenté par vingt-deux mille huit cents (22.800) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Frais

Dans la mesure où l'apport en nature a pour résultat une participation de JMH CONSTRUCTION CHEMICALS LUXEMBOURG, S.à r.l. de plus de 65%, en l'espèce 100% (16,67% en vertu du présent acte et 83,33% au préalable) des parts émises par une société existant dans l'Union Européenne, la société se réfère à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971 qui prévoit l'exemption du droit d'apport.

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes à environ trois mille euros (3.000,- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. Fisch, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2003, vol. 139S, fol. 65, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2003.

G. Lecuit.

(048936.3/220/161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

JMH CONSTRUCTION CHEMICALS LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 90.927.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2003.

G. Lecuit.

(048938.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

POWER GROUP HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 40.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 11 août 2003, réf. LSO-AH02057, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2003.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

(049193.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

TOBAGO INVESTMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 88.545.

L'an deux mille trois, le trois juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TOBAGO INVESTMENT HOLDING S.A., avec siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Hesperange, en date du 12 juillet 2002, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1449, du 8 octobre 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Pierre Lentz, licencié en sciences économiques, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Véronique Schmickrath, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Alexia Uhl, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital autorisé pour le fixer dorénavant à EUR 13.020.000,- (treize millions vingt mille Euros), qui sera représenté par 42.000 (quarante-deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune.

2. Fixation d'une nouvelle date d'échéance du capital autorisé.

3. Modification des alinéas 2 et 4 de l'article 5 des statuts, qui auront la teneur suivante:

Art. 5. Alinéa 2. Le capital autorisé est fixé à EUR 13.020.000,- (treize millions vingt mille Euros) qui sera représenté par 42.000 (quarante-deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune.

Art. 5. Alinéa 4. En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans prenant cours le jour de la publication du présent acte au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le montant du capital autorisé prévu dans les statuts de la société, pour le fixer dorénavant à EUR 13.020.000,- (treize millions vingt mille Euros), qui sera représenté par 42.000 (quarante-deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de fixer une nouvelle date d'échéance concernant la faculté donnée au Conseil d'administration de procéder à toute augmentation de capital via le capital autorisé. La prise d'effet de la période de cinq ans sera le jour de la publication du présent acte dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, et la date d'échéance, cinq ans après.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les alinéas 2 et 4 de l'article 5 des statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. Alinéa 2.** Le capital autorisé est fixé à EUR 13.020.000,- (treize millions vingt mille Euros) qui sera représenté par 42.000 (quarante-deux mille) actions d'une valeur nominale de EUR 310,- (trois cent dix Euros) chacune.»

«**Art. 5. Alinéa 4.** En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans prenant cours le jour de la publication du présent acte dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations de capital peuvent être

souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.»

Les présentes décisions sont prises au vu d'un rapport établi par le conseil d'administration de la société, conformément à l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Ce rapport restera, après avoir été signé ne varietur par les comparants, les membres du bureau ainsi que par le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Lentz, V. Schmickrath, A. Uhl, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2003, vol. 139S, fol. 65, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2003.

G. Lecuit.

(048879.3/220/77) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

TOBAGO INVESTMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 88.545.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2003.

G. Lecuit.

(048882.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2003.

DOREMI, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 95.134.

STATUTS

L'an deux mille trois, le vingt-trois juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. TRUSTINVEST LIMITED, ayant son siège social à Simpson Xavier Court, Merchants Quay, Dublin 8, Irlande, ici représentée par Monsieur Luc Hansen, licencié en administration des affaires, demeurant à Kehlen, spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 16 juillet 2003.
2. Monsieur Guy Hornick, maître en sciences économiques, demeurant à L-8063 Bertrange, 8, rue Spierzelt, ici représenté par Monsieur Luc Hansen, prénommé, spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 22 juillet 2003.
3. Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à L-8253 Mamer, 33, rue des Merisiers, ici représenté par Monsieur Luc Hansen, prénommé, spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 22 juillet 2003.

Les prédites procurations, paraphées ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de DOREMI.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 310.000 (trois cent dix mille euros) qui sera représenté par 3.100 (trois mille cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 23 juillet 2008, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier lundi du mois de juillet à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 20% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier avril et finit le trente et un mars de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 mars 2004.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2004.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et paiement

Les 310 (trois cent dix) actions ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs

Nombre d'actions

*Montant souscrit
et libéré en EUR*

1. TRUSTINVEST LIMITED, prédésignée	308	30.800
2. M. Guy Hornick, prénommé	1	100
3. M. Thierry Fleming, prénommé	1	100
Totaux:	310	31.000

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 31.000 (trente et un mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille deux cent cinquante Euros (1.250,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social:

1. Monsieur Gerdy Roose, né le 14 février 1966 à Wevelgem (Belgique), fiscaliste, demeurant à L-Mondorf les Bains, 6, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

2. Monsieur Thierry Fleming, né le 24 juillet 1948 à Luxembourg, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à L-8253 Mamer, 33, rue des Merisiers.

3. Monsieur Claude Zimmer, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg, maître en sciences économiques, demeurant à Luxembourg, 3, rue Nicolas Margue.

Monsieur Claude Zimmer, prénommé est nommé aux fonctions de président du conseil d'administration.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social: AUDIEX S.A., ayant son siège au 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg, R. C. Luxembourg B 65.469.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Quatrième résolution

L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Hansen, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2003, vol. 18CS, fol. 28, case 11. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2003.

G. Lecuit.

(049288.3/220/206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2003.